

La voix de l'opposition de gauche

Le 26 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

De nouveaux articles publiés dans la rubrique *Documents d'actualité*.

Une importante causerie sur le syndicalisme et des infos en brefs seront mises en ligne en fin de journée ou demain matin, je suis malade.

Suite à ma causerie du 24, je persiste et signe. Je vais publier quelques articles des médias dominants qui aideront à mieux comprendre la situation. Honte à tous ceux qui ménagent Macron et prennent la défense des CRS et des journalistes qui colportent la propagande néolibérale !

Lors d'un des derniers sondages qu'on n'accusera pas de complaisance, 83% des ouvriers soutiennent la mobilisation initiée le 17 novembre contre Macron et le gouvernement. Nous sommes résolument à leur côté.

Bonne journée et bonne semaine à tous, courage et moral, ici en Inde où on vit une situation mille fois plus pire et désespérante que la vôtre, on trouve la force de tenir le coup !

Le 27 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

Qui a dit qu'on n'avait pas de suite dans les idées ?

Une réflexion avant d'aller se coucher hier soir.

- Quand on regarde des vieux films français des années 30 à 60, et qu'on compare le comportement des gens à cette époque avec celui qu'ils ont de nos jours, on se dit qu'ils ont profité de la naïveté, de la simplicité, de la spontanéité du peuple qui était gage d'espoir et de progrès, ils les ont tués et le progrès social avec, tout idéal.

A suivre...

Une réflexion au réveil ce matin.

- L'effondrement économique et social entraîne un effondrement dans tous absolument les domaines, y compris ou surtout en s'attaquant aux valeurs acquises par une société. Il peut aller jusqu'à causer la destruction ou la disparition d'une civilisation toute entière. Dit autrement, en règle générale un effondrement du mode de vie se traduit par une régression du mode de pensée. On entend par effondrement économique celui du système économie en vigueur, en l'occurrence le capitalisme.

On notera qu'il peut se produire soudainement ou par étapes, ce qui est le cas de nos jours, et il affectera en priorité l'immense majorité de la population composée d'exploités et d'opprimés.

Paradoxalement, si cet effondrement tend à remettre en cause tous les rapports établis dans la société, les rapports sociaux issus du mode d'exploitation ne seront pas forcément épargnés, et il pourraient se retrouver gravement menacés pour peu que les victimes de cet effondrement prennent conscience de l'origine de leur malheur et s'unissent pour s'y attaquer, autrement dit renversent le régime en place et s'emparent du pouvoir politique afin de donner une nouvelle orientation à la société.

A suivre...

C'est à croire que même en dormant je ne cesse de travailler à notre cause, qui à ce stade, il faut bien l'admettre, semble désespérée sans une réaction radicale des militants embourbés dans les sables mouvants de l'opportunisme qui menace de tous nous engloutir, y compris ceux qui y auront résisté.

Parce que je suis isolé et loin de la France, en toute modestie ou sans avoir la moindre ambition je tiens à le préciser, je suis absolument convaincu que mon analyse et mon orientation politique sont globalement correctes, parce qu'elles prennent en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui composent la situation, aussi j'en suis arrivé à la conclusion que l'attitude des lecteurs à mon égard constituait le thermomètre idéal ou le plus fiable pour estimer les chances que nous aurions de nous en sortir, et qu'elles seraient assurément nulles s'ils continuaient de se terrer dans un mutisme assourdissant et ô combien révélateur, dont la signification politique coïnciderait avec l'enterrement de notre cause ou du socialisme puisqu'il faut bien lui donner un nom.

Que nous ayons un certain nombre de désaccords, chacun doit l'admettre, mais que nous ne partagions pas l'essentiel témoignerait que la situation est sans issue et que notre combat serait perdu d'avance, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il faudrait l'abandonner ou baisser les bras, au contraire.

Moi, je m'emploie à prendre les choses telles qu'elles se présentent et à les dire en face sans me soucier de savoir si cela plaira ou non aux uns et aux autres, ça passe ou ça casse, ce n'est pas mon problème, je ne suis pas responsable de la manière dont le mode de pensée de chacun fonctionne ou de sa structure psychologique, etc. J'ai parfaitement conscience de mes lacunes ou faiblesses, je les ai évoquées dans des causeries pour ne rien cacher aux lecteurs. Je ne cesse de remettre en question toutes les connaissances que j'ai acquises, de tout vérifier et revérifier mille fois si nécessaire, j'y passe un temps considérable, ce qui n'est jamais inutile puisque chaque fois j'en tire un nouvel enseignement qui me permet de progresser. Cela dit, je n'ai aucun mérite à procéder ainsi, c'est ma médiocre mémoire qui me l'impose ou plutôt la manière dont elle fonctionne, bref, je ne corresponds pas du tout au type qu'on pourrait accuser de posséder la vérité ou d'avoir la science infuse. Pour finir, je n'ai rien à vendre, je n'ai aucun intérêt individuel ou aucune ambition à satisfaire, je n'essaie pas de convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, cela ne m'intéresse pas puisque j'estime que ce procédé est stupide ou contre-productif. Je me borne uniquement à fournir les éléments qui permettent à chacun d'aborder librement la situation et d'en tirer des enseignements politiques pour agir, libre à moi d'en faire de même et d'exposer mes propres idées, sans qu'il y ait de confusion entre nous, je veux dire par là que si je vous accorde ce droit, je vous demande de me l'accorder également, c'est la moindre des choses me semble-t-il.

Mais là où réside une difficulté ou un obstacle majeur entre nous, c'est que la plupart ne sont pas en mesure d'expliquer pourquoi ils ont adopté telle ou telle position, alors que moi je reviens sans cesse dessus. Je ne leur en fais pas le reproche. Dans les causeries quasi quotidiennes je m'emploie à vérifier et à étayer mes positions en apportant de nouveaux éléments, et s'ils viennent à démontrer que je m'étais trompé, je rectifie sur le champ, ainsi je ne conserve comme matériaux que ce qui repose sur de solides convictions forgées au fil de la lutte des classes. Ma démarche s'inscrit à l'inverse du type borné et prétentieux qui a raison une fois pour toute. Je suis même gêné quand les faits me donnent raison, j'en tire une satisfaction mais sans plus, cela m'encourage

à poursuivre mon combat et rien de plus, car j'ai bien conscience du travail colossal qui nous reste à accomplir et qu'une vie n'y suffira pas.

En face, j'ai des adversaires arrogants qui à l'inverse versent en permanence dans le déni de la réalité, qui passent leur temps à la trafiquer ou à la tordre dans tous les sens pour qu'elle coïncide avec leur théorie, leur ligne politique ou les intérêts de leur appareil, les deux ou les trois à la fois, qui font preuve de la pire démagogie qui soit pour en présenter une version (déformée) qui correspondra à ce que les uns et les autres avaient envie d'entendre. A ceux qui se sentiraient directement concernés par les lignes qu'ils viennent de lire, je dirais ceci : dites-vous bien que cela ne fonctionnera pas éternellement, et qu'un jour ou l'autre vous irez rejoindre les dizaines de milliers de travailleurs qui avaient rejoint ces partis et les ont quittés après avoir compris que leurs dirigeants étaient des imposteurs, ou que les intentions affichées par leurs partis ne correspondaient pas réellement aux objectifs politiques pour lesquels ils combattaient, le plus souvent ils seront incapables de l'exprimer clairement, et plus tard, après avoir vécu cette expérience malheureuse ou parfois traumatisante car aux conséquences plus graves qu'on ne le pense, ils demeureront incapables d'en comprendre la signification politique, les uns, les plus nombreux, demeureront désormais inorganisés sur le plan politique et rejetteront l'idée même du parti, tandis que d'autres s'autoproclameront dirigeants en constituant de micro organisations (ou tendances) où ils reproduiront en plus grotesques les travers des partis où ils avaient milité, et ils adopteront les méthodes détestables de leurs anciens dirigeants.

• [Au format pdf \(pages\)](#)

Première partie.

Pour la refondation du mouvement ouvrier avant qu'il ne soit trop tard ou, quand cette mystification prendra-t-elle fin ?

Soit le combat du syndicalisme et des partis ouvriers s'inscrit dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, soit il se situe sur le terrain de la collaboration de classes qui mène au corporatisme, au totalitarisme, au fascisme.

S'agissant en général de la défense des organismes sociaux, de la Sécu ou des retraites, des services publics, des entreprises nationalisées, les syndicats participent activement à leur destruction, à leur privatisation depuis des lustres.

En remontant aux années 40-50, lorsque fut instaurée la gestion tripartite des organismes sociaux, on s'aperçoit qu'ils ont couvert la mise en place d'un système social profondément injuste, dans la mesure où la Sécurité sociale ne remboursait pas ou très peu un certain nombre de prestations médicales élémentaires, telles par exemple les traitements dentaire ou ophtalmologique qui ne relevaient pas de la médecine de confort, puisqu'une infection dentaire peut avoir des conséquences graves sur le coeur ou une mauvaise vision contribue à fatiguer le cerveau.

Quelle que soit la politique menée par le gouvernement ou la majorité parlementaire en place, imperturbablement les syndicats n'ont pas cessé d'y être associées ou de l'appliquer. Or, il se trouve qu'au fil du temps leur politique a consisté à réduire les droits des assurés sociaux, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces droits, à rendre plus inégal que jamais l'accès à ces services publics qui correspondaient également à des besoins élémentaires ou fondamentaux, et chaque fois avec l'aval des syndicats ouvriers, qui de fait sont devenus les fossoyeurs de tous les droits sociaux des travailleurs.

Il faut en finir une fois pour toute avec la mystification qui consiste à faire croire que les syndicats seraient à l'origine du progrès social ou qu'ils y auraient participé, en réalité, en concertation avec les représentants des capitalistes, ils n'ont fait qu'adopter des mesures qui permettaient d'assurer la paix sociale ou de faire en sorte, que les exploités s'accommodent tant bien que mal du sort qui leur avait été réservé ou qu'ils se résignent à vivre dans une société toujours plus inégalitaire et injuste sans penser à se rebeller contre l'ordre établi.

Du coup, on se demande quelle est la signification politique de tout appel à l'unité en direction des dirigeants syndicaux pour qu'ils prennent la direction de la mobilisation des masses pour défendre leurs droits, sinon qu'on est en présence d'une entreprise destinée à cautionner ou couvrir leur trahison.

Il y en a qui se sont figurés que cette supercherie politique pourrait durer indéfiniment. Manifestement ils se sont trompés, les masses ont fini par prendre plus ou moins conscience que les syndicats et les partis qui les dirigeaient en sous main étaient systématiquement associés à tous les mauvais coups qui leur tombaient dessus.

L'instauration d'une politique d'austérité au début des années 80 a servi de prétexte pour couvrir la capitulation des syndicats à combattre pour des augmentations des salaires, et partant de là à défendre tous nos acquis, c'est donc à cette époque que remonte pas seulement le tournant, le coup final porté au syndicalisme, au mouvement ouvrier qui devait inexorablement se décomposer ou pourrir de l'intérieur les décennies suivantes, puisque parmi les partis ouvriers aucun ne rompra avec ces dirigeants syndicaux et l'orientation liquidatrice qu'ils avaient adoptée.

On nous a raconté que les travailleurs avaient déserté les syndicats, parce qu'il n'y avait plus rien à gratter, le temps des réformes sociales était révolu, mais personne apparemment ne s'est demandé pourquoi et qui en portait la responsabilité.

Pendant près de trois décennies, on avait été habitué à des augmentations salariales annuelles indexées sur l'inflation, quand elle était de 11%, les salaires augmentaient de 11%, pas tous les salaires, pas ceux des travailleurs qui n'étaient pas encore mensualisés, cela viendra après 68, et en l'absence de chômage, on pouvait faire monter les prix ou vendre notre force de travail au plus offrant, les patrons à court de main d'oeuvre qualifiée ou expérimentée ou parfois de main d'oeuvre tout court, étaient prêts à vous proposer un salaire d'embauche 20 à 30% supérieur à votre dernier salaire. Les plus chanceux furent ceux qui disposaient d'une formation ou d'une expérience dans les nouvelles technologies, informatique, électronique, bureautique, etc. C'est ainsi par exemple, que mon salaire passa d'environ 1.000 francs nets mensuels au milieu des années 70 à 7.000 francs 10 ans plus tard, à 10.000 à peine 6 ans plus tard. Pour la petite histoire, après, avec un léger temps de retard, la tendance allait s'inverser, j'étais devenu trop cher et je fus viré, d'où mon départ en Inde !

Puis à partir de 1983, plus rien, des miettes, entre 1, 3 ou 4% dans le meilleur des cas, c'était comme si soudainement le filon s'était asséché sans que personne ne comprenne pourquoi. Le tournant de la rigueur allait coïncider avec la victoire du néolibéralisme en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les têtes de file de l'impérialisme mondial, et les gouvernements de toutes les puissances occidentales allaient s'aligner dessus ou entamer la mise en oeuvre de cette politique, qui consistera à liquider systématiquement pan par pan tous les droits sociaux et politiques que les travailleurs avaient acquis ou qui leur avaient été concédés à l'issue des deux guerres mondiales ou entre ces deux guerres, que ce soit au cours de la lutte des classes ou pour permettre le redémarrage de la machine capitaliste ou la reconstruction de l'Etat qui allait être mis à son service après des années de destructions.

C'est d'ailleurs ce qui nous permet d'affirmer que les nationalisations, les entreprises publiques, une grande partie des services publics que les uns et les autres revendiquent comme une grande victoire du mouvement ouvrier, est en réalité une mystification de plus.

Dès lors on comprend mieux pourquoi ils seront presque tous liquidés ou privatisés dans pratiquement l'indifférence générale, non pas que les travailleurs n'y tenaient pas, seule une minorité d'entre eux faisaient réellement partie des revendications pour lesquelles ils avaient combattu, la Sécurité sociale notamment, quant au reste ou à l'immense majorité, ils étaient juste indispensables au bon fonctionnement du capitalisme et de la société. Demandez à un travailleur si pour lui cela présente de l'importance que l'avion dans lequel il vole, le train ou le métro qu'il emprunte pour aller travailler, etc. soit fabriqué par une entreprise privée ou publique, il vous répondra qu'il en a strictement rien à foutre, d'ailleurs ce n'est pas écrit dessus ou sur son billet ! Faites un sondage auprès de tous les vieux travailleurs que vous connaissez, demandez-leur s'ils ont entendu parler un jour d'un combat pour la nationalisation des ports, des aéroports ou je ne sais quoi encore, je suis prêt à parier que pas un ne s'en souviendra et pas un n'y aura participé. Alors ne parlons pas des générations suivantes qui ignoreront tout ou presque de cette période. En fait, il n'y a que les fonctionnaires qui travaillent dans ces entreprises publiques ou ces services publics qui se sentent concernés par leur destin, parce que leur statut et leurs privilèges en dépendent. Ils ont un réflexe purement corporatiste et pas davantage, et c'est cela qui les perdra et nous causera souvent un tort énorme.

De la même manière que les augmentations de salaire annuelle seront réduites à une peau de chagrin pendant 35 ans, toutes les entreprises publiques et tous les services publics seront démantelés un à un, liquidés, privatisés avec la participation de tous les syndicats sans exception. Les travailleurs, qu'il faudrait cesser de prendre pour des abrutis, le savent, la réaction s'est suffisamment employée à leur faire savoir.

Les syndicats sont liés à l'Etat et au patronat par tous les bouts depuis des lustres, leur confier votre destin, c'est comme confier la clé de votre habitation à un voleur, vous comprendrez pourquoi j'ai une certaine réticence à suivre ceux qui nous prodiguent un tel conseil, pas vous ?

On aura compris que cette conception du syndicalisme et de la lutte de classe est irrémédiablement incompatible avec nos intérêts et notre cause. Tous les partis dits ouvriers s'en sont accommodés, leurs dirigeants ont même gravi des échelons dans leurs instances pour faire partie de leurs appareils, c'est à croire que c'était leur unique objectif, alors qu'il aurait dû être à un moment donné d'en sortir pour fonder un véritable syndicat ouvrier indépendant de l'Etat et des capitalistes, hypothèse ou nécessité évoquée autrefois par Léon Trotsky.

Le bilan de leur action dans les syndicats relève également d'une mystification.

On pourrait être encore plus cruel, et affirmer que le bilan du mouvement ouvrier pour s'être dévoyé ou détourné du socialisme depuis près d'un siècle est une mystification puisqu'il ne cesse d'être réduit en poussière chaque jour qui passe. L'existence de dizaines de générations, de milliards de travailleurs à travers le monde n'aura été qu'un cauchemar du premier ou dernier jour au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, on ne peut tout de même pas l'ignorer ou le passer sous silence sous prétexte que certains seraient mieux lotis que d'autres ou que leur condition aurait été meilleure que celle des générations précédentes.

On a envie de dire qu'il ne pouvait pas en être autrement, sinon le capitalisme ne se serait pas développé, ce qu'on oublie souvent, il faut ramener chaque facteur à sa place au lieu de se leurrer. Si je ne m'abuse, c'est Marx dans *Le Capital* qui l'avait noté en reproduisant des discours de capitalistes qui estimaient qu'ils pouvaient tirer profit de la lutte de classe du prolétariat et qui soutinrent certaines de ses revendications ; ce qui est l'évidence même quand on y réfléchit un instant, c'est navrant de devoir le préciser, j'allais écrire dorénavant mais cela aurait été une erreur, aujourd'hui comme hier on est en présence de militants dont le niveau théorique est pratiquement nul puisque leurs dirigeants ne leur ont enseigné.

Ce qui était déterminant et permettait de caractériser les syndicats ou plus généralement, c'était leur orientation politique, ce qui aurait permis ensuite de déterminer les tâches à accomplir dans

les syndicats ainsi que les rapports à avoir avec eux. Vous noterez au passage que j'estimais indispensable d'y militer pour gagner des travailleurs au parti en premier lieu, ensuite participer au développement du syndicalisme.

Notre conception du syndicalisme est très simple à comprendre : combattre pour l'amélioration de la condition ouvrière, arracher des réformes sociales des capitalistes au cours de la lutte de classe ou de la mobilisation des masses, sans jamais rien leur concéder en retour, pas le plus infime compromis, de manière à conserver intacte l'indépendance du syndicat et de la classe ouvrière, condition préalable ou indispensable pour poursuivre notre combat jusqu'à l'émancipation du capital ou la liquidation du capitalisme, notre seul et unique objectif.

Notre conception du syndicalisme est conforme au principe selon lequel notre classe ne peut mener son combat qu'à condition que son indépendance soit préservée, qu'elle ne soit liée par aucun accord aux capitalistes ou leur Etat. Elle est incompatible avec celle adoptée par les dirigeants de la SFIO et du PC puis par l'ensemble des courants politiques du mouvement ouvrier, dont les trotskystes.

C'est la collaboration de classes qui se situe à la base de leur conception du syndicalisme, elle repose sur ce principe, donc le refus d'affronter la classe des capitalistes et son Etat. Partant de là tout s'explique.

En pratique, cela se traduit par l'établissement de liens étroits et permanents entre les différents ministères et les directions syndicales, quelle que soit la majorité parlementaire ou le parti auquel appartienne les ministres ; la participation des syndicats au conseil d'administration des entreprises publiques (où sont décidées les augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité par exemple) ou la gestion tripartite des organismes sociaux (qui va les amener à ne plus rembourser certains médicaments par exemple) ; la mise en oeuvre et même la rédaction de la politique définie par le gouvernement dans toutes ces entreprises ou organismes qui sera tournée contre les travailleurs, parce qu'on n'imagine pas qu'il pourrait en être autrement de la part de gouvernement incarnant les besoins des capitalistes ; la politique dite contractuelle qui consiste à signer avec le gouvernement et le patronat des accords dans le dos des travailleurs et des syndiqués ; à participer directement aux institutions de la Ve République, dont le Conseil économique, social et environnemental, donc constituer un des piliers de ces institutions antidémocratiques ; négocier le bradage de nos acquis sociaux, les privatisations, etc.

Selon notre conception du syndicalisme, quelle devrait être la nature d'une négociation avec le gouvernement ou le patronat ?

Notons que pour négocier, il faut qu'il y ait quelque chose à négocier, du côté du patronat, pas du nôtre, car nous n'avons rien à négocier, rien à brader, rien à céder, c'est uniquement aux capitalistes après avoir extorqué la plus-value produite par les travailleurs ou fait main basse sur les richesses qu'ils ont produites, d'en concéder une partie aux travailleurs, les travailleurs leur ont déjà cédé la plus-value qu'ils avaient produite parce qu'ils n'avaient pas le choix, ce vol étant légal, ils n'ont donc rien à leur céder de plus, au contraire, ils exigent que cette plus-value leur revienne parce qu'elle leur appartient, ce sont eux qui l'ont créée par leur travail et non les capitalistes qui n'ont produit absolument aucune richesse nouvelle.

Etait-ce le comportement adopté par les syndicats envers le gouvernement et le patronat ? Pas du tout, mais bien l'inverse, en bradant tous nos acquis sociaux, en acceptant des entailles toujours plus profondes dans le Code du travail, ils concèdent toujours plus de plus-value aux capitalistes, ils leur permettent d'accroître le taux d'exploitation, ils prennent en charge les besoins du capitalisme en crise, ils se transforment donc ouvertement en agents du capital, les syndicats ne sont plus des instruments de la lutte de classe des exploités contre les exploités, mais l'inverse.

Ma brève expérience du syndicalisme.

Quand je fus délégué syndical et du personnel chez U-Bix (Konica copieur) au début des années 80, les salariés exigèrent une augmentation générale des salaires correspondant à l'inflation, soit 8,5% si je me souviens bien. Il n'existait pas de syndicats ouvriers précédemment dans cette entreprise. Habitué depuis des années à obtenir automatiquement ce niveau d'augmentation, ils se calèrent sur 8,5%. Quand je leur demandai s'ils accepteraient 5 ou 6% à la suite de négociations avec la direction, ils me répondirent pratiquement unanimement qu'ils refuseraient, c'était 8,5% ou rien.

Je les écoutai attentivement et je pris bonne note de leur détermination. Moi, je ne faisais que servir d'intermédiaire entre eux et la direction à ce stade, ensuite seulement j'organiserai la grève s'ils souhaitaient y recourir, je n'étais pas plus hier qu'aujourd'hui un gauchiste, c'était aux salariés de définir le contenu du mandat qu'ils me confieraient et que j'aurais à remplir, quelle action ils comptaient mener, ce n'était pas à moi de leur dicter quoi que ce soit ou de prendre des initiatives dans leurs dos, je ne faisais que les guider ou les conseiller, je pris soin de leur expliquer qu'ils devaient bien réfléchir avant de prendre leur décision, se battre jusqu'au bout, accepter un compromis ou capituler et accepter des miettes.

Pour justifier leur détermination à ne pas lâcher sur les 8,5%, ils m'expliquèrent que s'ils acceptaient cette année 5 ou 6%, l'année suivante on leur demanderait d'accepter 3 ou 4%, et puis plus rien les années suivantes, ce qui pour eux était inconcevable puisque les prix continueraient d'augmenter chaque année, ils refusaient que leur mode de vie se dégrade. Je leur répondis OK, ce sera 8,5% et grève illimitée avec occupation jusqu'à satisfaction. Quand je rendis compte à la direction de l'inflexibilité des salariés, elle ne me prit pas au sérieux, j'étais forcément un gauchiste, tout le monde savait que j'avais milité à l'OCI. Alors je convoquai une assemblée générale au cours de laquelle la totalité des salariés votèrent à main levée devant le directeur général les 8,5% et la grève illimitée.

Entre temps, pendant plus d'un mois elle avait tenté de m'amadouer, elle était prête à ne pas réduire la prime de 14e mois, si nous acceptions un compromis aux alentours de 5 ou 6%, les discussions avaient lieu au restaurant gastronomique du tennis club de le Défense (92) situé à Nanterre à proximité de l'entreprise, je ne cédaï sur rien, mieux, j'en rajoutai une couche en les menaçant d'une nouvelle grève s'ils touchaient au 14e mois. Finalement, la quasi totalité des salariés se mirent en grève illimitée et la direction capitula sur toutes nos revendications trois jours et demi plus tard, elle paya même les jours de grève et les tickets restaurants, tellement elle avait été surprise par la détermination unanime des salariés.

Ces salariés étaient prêts au combat. Ils ont saisi l'occasion qu'un délégué syndical était prêt également à mener ce combat jusqu'au bout, et ensemble nous devenions invincible.

Question, croyez-vous qu'à l'époque l'immense majorité des travailleurs du pays ne partageaient pas l'état d'esprit de ces salariés qui n'avaient jamais fait grève de leur vie, j'étais l'unique syndiqué ouvrier (technicien) de toute la boîte, qui s'étaient dressés dans l'unité contre la direction et la politique de rigueur du gouvernement Mitterrand-Mauroy pour exiger que leurs besoins soient satisfaits ? Pourquoi n'avons-nous pas assisté à un ras de marée, à une puissante mobilisation des masses, sinon parce que les militants des différents partis ouvriers qui avaient des mandats syndicaux étaient corrompus ?

Moi j'étais un jeune militant inexpérimenté, très dogmatique, c'était ma première expérience syndicale, je me suis débrouillé tout seul pour organiser cette grève, et je peux vous dire que je n'en menais pas large, j'ai même failli tout abandonner, je ne reçus aucun soutien extérieur, je mis la fédération de FO devant le fait accompli, je ne voulais surtout pas qu'ils débarquent dans la boîte, ils auraient été capables de tout faire foirer.

Alors imaginez ce qu'aurait pu faire des syndicats implantés depuis des lustres dans des dizaines ou centaines de milliers d'entreprises ou administrations. S'ils n'ont pas fait ce que j'ai fait, c'est tout simplement parce qu'ils ne le voulaient pas ou parce que déjà à cette époque les travailleurs avaient une idée épouvantable des syndicats, à moins que les syndicats ne les aient formatés à leur image ou en aient fait des esclaves dociles, résignés, c'est d'ailleurs ce à quoi peut mener toutes les publications syndicales sans même qu'il soit besoin de les lire.

En somme, si on a bien compris, vous voudriez imposer votre conception du syndicalisme dans les syndicats. Arrêtez votre cirque, je n'ai même pas essayé de l'imposer quand j'étais délégué syndical. Vous n'y êtes pas du tout, j'estime tout simplement que ce sera indéfiniment impossible, on ne doit se faire absolument aucune illusion à ce sujet. C'est comme ceux qui se figurent qu'en rejoignant un parti et en constituant une tendance ils pourront un jour modifier radicalement son orientation politique sans tenir compte de sa véritable nature contre-révolutionnaire ou réactionnaire, ce sont des mythomanes, des mégalomanes, des paumés, des aventuriers, les partis jusqu'aux plus infimes formations politiques en sont remplis !

Le refus de caractériser précisément les différents acteurs politiques était révélateur.

Depuis les années 40, nos dirigeants ont refusé de caractériser le PS, le PCF, les syndicats, le mouvement ouvrier, ou pour être plus précis, de modifier la caractérisation qui en avait été faite précédemment et qui était devenue obsolète ou erronée, partant de là on comprendra pourquoi ils refuseront qu'on les caractérise eux-mêmes. Ils refusent également d'admettre que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier se sont embourgeoisés, tendance que Marx, Engels et Lénine avaient déjà observée dès la fin du XIXe siècle et le début du XXe siècle, tendance qui évidemment ne cessera de se renforcer tout au long de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours.

En quelque sorte, ceci explique cela, et c'est pour n'avoir pas cessé de nier cette réalité que nous en sommes là aujourd'hui, que nous nous retrouverons totalement désarmés théoriquement, politiquement, sur le plan organisationnel pour affronter l'offensive néolibérale.

Ce n'était pas un gros mot à l'époque de Marx et Engels d'affirmer que le mouvement ouvrier et les masses traversaient des périodes où ils étaient réactionnaires, impérialistes, donc xénophobes et racistes puisque cela va ensemble. Et quelles conclusions en tirèrent-ils? Qu'il fallait s'adresser aux couches les plus défavorisées du prolétariat, ainsi qu'à celles des couches moyennes qui ne bénéficiaient pas des largesses que le capitalisme réservait aux couches supérieures qui constituaient à ses côtés l'élite sur lequel il s'appuyait pour assurer la stabilité du régime.

Qu'avons-nous retenu de cet enseignement ? Absolument rien ! Nous avons eu faux sur pratiquement toute la ligne, et nous avons écopé la réaction sur toute la ligne, cela vous surprend-il encore ?

Seconde partie.

Vous avez envie d'uriner, soulagez-vous, c'est le moment ou jamais (lire plus loin) ou vaut mieux encore le totalitarisme que le socialisme.

Un harcèlement permanent, hystérique, auquel participe avec zèle l'ensemble de la gauche et de l'extrême gauche, tout partis et syndicats confondus.

Changement climatique, racisme, homophobie, sexisme, PMA, migrant, les instruments de la guerre idéologique et psychologique mondiale menée contre les peuples exploités et opprimés par les tenants de la gouvernance mondiale ou le nouvel ordre mondial totalitaire.

Quand la classe des colonisateurs, esclavagistes, racistes, antisémites, xénophobes, misogynes, homophobes, impérialistes, pollueurs, exploiters, pilleurs, mafieux, criminels, inquisiteurs, dictateurs, etc. donne des leçons de morale et de démocratie à la terre entière, il est de notre devoir de dénoncer et de combattre cette imposture.

- Ce sont ceux qui saccagent notre planète qui prétendent vouloir la sauver...
- Ce sont ceux qui continuent la politique de la Françafrique, pillent et maintiennent dans le sous-développement le continent africain qui prétendent lutter contre le racisme...
- Ce sont ceux qui dressent les peuples les uns contre les autres qui prétendent lutter contre la xénophobie...
- Ce sont ceux qui ont inculqué au peuple que les homosexuels étaient des sous-hommes, qui maintenant prétendent lutter pour leurs droits...
- Ce sont ceux qui ont toujours considéré les femmes comme une sous-espèce de l'homme pour justifier les restrictions à leurs droits et des différences salariales, qui prétendent défendre les droits des femmes...
- Ce sont ceux qui découragent ou mettent des obstacles à l'adoption d'orphelins qui sont aujourd'hui favorables à la PMA...
- Ce sont ceux qui ont détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, la Libye, etc. qui prétendent vouloir accueillir leurs réfugiés...

Tout cela n'est qu'une monstrueuse et sordide manipulation, instrumentalisation des conséquences de leur politique criminelle qu'ils entendent faire supporter aux peuples qui n'y ont jamais souscrit.

Il faut bien avoir conscience que sans le consentement du peuple, sans la participation de la gauche et de l'extrême gauche à cette machination, elle serait rendue impossible, inefficace.

Participez-y ou soutenez-les, et vous deviendrez un de leurs agents. Conservez votre dignité, adoptez résolument le combat pour la révolution socialiste mondiale !

Quelques exemples de cette propagande frénétique totalitaire.

Réchauffement climatique.

- Emmanuel Macron va lancer un Haut conseil pour le climat - franceinfo 25.11

Selon les informations du Journal du dimanche, qui cite l'Élysée, Emmanuel Macron va annoncer mardi 27 novembre la création d'un Haut conseil pour le climat composé d'experts (...) structure placée sous l'autorité du Premier ministre.

Peu de choses ont filtré (...) Emmanuel Macron va "donner le cap sur la transition écologique", devant les membres du Conseil national de la transition écologique (CNTE), composé d'élus, de syndicats, d'ONG et d'associations, dans l'objectif de la rendre "acceptable", a expliqué l'Élysée à l'AFP.

D'après Le Journal du dimanche, il devrait compter parmi ses membres Laurence Tubiana, ex-négociatrice lors de la COP21, Pascal Canfin, président de WWF France, et des personnalités du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). Le Haut conseil pour le climat sera "doté de moyens" et pourra "intervenir sur toutes les politiques publiques", a expliqué la présidence au JDD.

D'après l'hebdomadaire, les "macronistes se sont convertis à l'idée qu'il faut 'associer davantage'" les syndicats, les associations de défense de l'environnement, les syndicats agricole et la société civile, dont certains "gilets jaunes". franceinfo 25.11

Syndicats, ONG et associations participent à la mise en oeuvre de la politique de Macron, et prétendent la combattre, c'est clair non ? Avez-vous envie de les imiter ou y participez-vous ?

- Les camions à leur tour soumis à des normes écolos ? - LeParisien.fr

- «Plus personne ne dit : "l'écologie ça suffit"» - Liberation.fr

Dans sa circonscription du Maine-et-Loire, le député LREM Matthieu Orphelin essaie tant bien que mal de «vendre» les mesures du gouvernement contre la hausse des prix du carburant. Liberation.fr

A bas l'écologie des capitalistes !

- WAG, l'application coaching pour devenir un «écolo» exemplaire - Liberation.fr

En misant sur son aspect ludique le logiciel mobile lancé par WWF invite les Français à devenir des acteurs de la révolution verte en changeant leurs habitudes de consommation. Liberation.fr

Toujours ces saloperies d'ONG qu'ils financent en première ligne...

Marché aux esclaves.

- Environ 500 migrants tentent en vain de franchir la frontière américaine à Tijuana - AFP

- À la frontière USA-Mexique, la police use de la force contre les migrants de la caravane - Le HuffPost

Sexisme

- En Europe, plusieurs marches féministes contre les violences sexistes et sexuelles - AFP

Appel à la délation par le gouvernement vichyste.

- Une plateforme de signalement de violences sexistes et sexuelles lancée mardi par le gouvernement - Le HuffPost

- La marche #NousToutes à Paris a rassemblé plus de monde que la manif des gilets jaunes - Le HuffPost

- La Turquie empêche une marche contre les violences envers les femmes - AFP

- Espagne: des milliers de manifestants contre les violences envers les femmes - AFP

- Contre les violences faites aux femmes, un record de lumières en Colombie - Le HuffPost
- 4.000 bracelets fluorescents pour la cause des femmes - AFP
- PMA comme Projet momentanément ajourné ? - Liberation.fr L'examen du texte qui doit ouvrir la procréation médicalement assistée à toutes est reporté. Mais pourquoi ?

Le néolibéralisme, c'est la démocratie

- Gifle électorale pour le camp progressiste à Taïwan - AFP 25 novembre 2018

On s'en félicite !

Pour l'AFP et les ONG encadrés par la NED/CIA, "*le camp progressiste*" signifie celui qui participe à toutes les campagnes identitaires made in USA destinées à briser la culture du peuple ou à entretenir la division de la Chine.

- Hongrie : importante manifestation de soutien à "l'université Soros" - euronews

Et pendant ce temps-là où en est le capitalisme ?

- L'urine, cette mine d'or qui s'ignore - Liberation.fr 17.11

Nos excréments regorgent de nutriments essentiels à la production de notre alimentation. Plutôt que de les faire passer à la trappe, autant les recycler. Liberation.fr 17.11

Barbouzerie

- A Nice, Nicolas Sarkozy inaugure une allée Charles-Pasqua qui fait débat - LeParisien.fr

Lobbying

- La recommandation du vaccin anti-HPV étendue aux garçons dans deux régions - Publicsenat.fr

A titre d'expérimentation, la recommandation du vaccin contre le papillomavirus, cause de cancer de l'utérus, est étendue aux garçons en plus des filles. Publicsenat.fr

La macronie est aussi le produit de ce que les imposteurs appelèrent la gauche.

En passant, l'ultra droite, voilà une caractérisation qui irait très bien au centriste qui ont adopté l'idéologie néolibéral avant que le PS la partage.

- Stanislas Guérini, futur patron d'En marche a déjà eu plusieurs vies - Le HuffPost 23.11

Le 1er décembre prochain, Stanislas Guérini devrait succéder à Christophe Castaner comme délégué général de La République en marche.

Un jeune étudiant pro-DSK

Il est tout juste diplômé de HEC quand en 2006, Stanislas Guérini vit sa première aventure politique. A 24 ans, en prolongement d'un stage dans le think thank de gauche "À gauche en Europe" (qui donnera naissance ensuite à Terra Nova), il fait partie de l'équipe de jeunes loups qui espèrent mener Dominique Strauss-Kahn à la victoire lors de la primaire socialiste. Au QG du

candidat, il retrouve Benjamin Griveaux mais aussi plusieurs personnes aujourd'hui autour d'Emmanuel Macron: c'est le cas de son conseiller spécial Ismaël Emelien, de sa conseillère presse Sibeth Ndiaye ou de son conseiller économie Cédric O. Avec eux, il est chargé de préparer des notes pour le candidat qui sera finalement battu à plate-couture par Ségolène Royal. Dix ans plus tard, ils se retrouveront derrière un autre prétendant à l'Élysée.

Un chef d'entreprise écolo

Alors que certains de ses camarades restent dans le milieu politique, Stanislas Guérini met en pratique les cours qu'il a reçus à HEC dans la vraie vie. En 2007, il lance son entreprise spécialisée dans l'énergie renouvelable, Watt et Home. Il s'associe pour l'occasion avec Jean-Pierre Emelien, le père d'Ismaël et multiplie alors les allers-retours entre Paris et Grenoble où est situé le siège de sa société. Quelques années plus tard, il expliquera que c'est cette expérience qui l'a conduit à retenter l'aventure politique. "J'avais créé une société d'installation de panneaux solaires chez les particuliers, or du jour au lendemain, le gouvernement Fillon a déclaré un moratoire sur les mesures d'incitation au rachat d'électricité. Résultat: le secteur est passé en quelques mois de 25.000 à 15.000 salariés. J'ai dû faire des licenciements économiques", déplorait-il en 2017 auprès de BFMTV. Son entreprise perd près 25% de chiffre d'affaires mais contrairement à beaucoup d'autres dans le secteur, elle ne coule pas. Fin 2013, Stanislas Guérini passe la main à un autre directeur général et rejoint à Paris les rangs de la multinationale Elis (groupe de blanchisserie industrielle) comme "directeur de l'expérience client" où il bénéficie d'une rémunération confortable (un peu plus de 7000 euros net, selon sa déclaration d'intérêts).

Un monsieur loyal pour Macron

Après une brève rencontre avec Emmanuel Macron en 2014, c'est Ismaël Emelien qui le rattrape en 2015 pour lancer l'aventure En Marche! dont il devient un pilier. En même temps qu'il est l'une des têtes pensantes du mouvement, il en devient le référent parisien. C'est à ce titre qu'il est de tous les meetings du candidat dans la capitale dont il assure l'animation. Une fois la victoire survenue et alors que certains restent dans l'ombre, il fait -comme Benjamin Griveaux- le choix de briguer un poste de député. En juin, il est élu dans la 3e circonscription, celle de la socialiste Annick Lepetit. Porte-parole du groupe LREM, il est spécialisé sur les projets de loi économiques: rapporteur du texte sur le droit à l'erreur, il l'est aussi sur la loi Pacte. Le HuffPost 23.11

Suite de la mobilisation contre la politique d'austérité.

Le prix du carburant n'est pas la seule revendication des "gilets jaunes" qui manifestent samedi 17 novembre dans toute la France. Ils dénoncent plus globalement la politique du gouvernement. francetvinfo 17 novembre 2018

Ce sont des traîtres ou des vendus qui parlent en notre nom.

Il y en a qui ont estimé que le mot d'ordre "*démission Macron*" était désuet, le POID notamment, Ruffin de La France Insoumise a fait savoir qu'il n'avait rien contre les CRS, d'autres en viennent à prendre la défense des journalistes travaillant pour la chaîne ultra néolibérale BFMTV, bref tous à leur manière ont fait acte d'allégeance au régime, dont acte. Farida Amrani (LFI) a appelé son adversaire Francis Chouat (LREM) pour le féliciter.

Les gilets jaunes rêvent de "démission" de Macron pour leur "acte 3" le 1er décembre - Le HuffPost 25.11

Un appel invitant les gilets jaunes à manifester le 1er décembre sur les Champs-Élysées a reçu des milliers de réponses.

A la différence de l'appel précédent qui préconisait un rassemblement à Concorde, cet "Acte III" a fixé comme point de rendez-vous les Champs-Élysées, en dépit des violences qui y ont été observées samedi.

"Pour le 1er décembre, il faudra faire ça proprement. Aucune casse et cinq millions de Français dans la rue", prévient la page Facebook "Les gilets jaunes", à l'origine de ce nouvel appel. À l'heure de la rédaction de cet article (près de 4h du matin, heure française), l'événement comptait plus de 12.000 confirmations et 65.000 internautes intéressés.

Dans sa description, l'appel énumère des revendications plus ou moins réalistes: une rencontre à l'Élysée pour "exiger" du chef de l'État "plus de pouvoir d'achat" et "l'annulation des taxes sur le carburant". Sans quoi "Macron démissionne", s'enflamment les administrateurs de la page.

Alors que le rassemblement parisien de samedi a été émaillé d'incidents, et que plusieurs journalistes ont été agressés par des gilets jaunes, à Toulouse et Béziers notamment, les administrateurs songent à établir un service d'ordre, à la manière d'un syndicat traditionnel.

"Pour sécuriser nos prochains rendez-vous, nous proposons de mettre en place des "gilets rouges", qui auront la responsabilité de sortir les casseurs de nos rangs. Il ne faut surtout pas se mettre la population à dos. Faisons attention à notre image les amis", avancent les organisateurs, alors que de très nombreux commentaires continuent de vilipender la presse.

Samedi 24 novembre, ce sont près de 160.000 personnes qui se sont rassemblés à travers la France pour exprimer leur ras-le-bol fiscal, soit une participation plus faible que le 17 novembre, coup d'envoi de cette grogne hétéroclite. Le HuffPost 25.11

La cote de popularité de Macron chute encore, à 25% - Le HuffPost 17 novembre 2018

Les Français sont de moins en moins satisfaits de l'exécutif: Emmanuel Macron perd 4 points en novembre, atteignant son score le plus bas à 25% de popularité, et Édouard Philippe chute de 7 points à 34%, selon un sondage Ifop publié dans le Journal du Dimanche... Le HuffPost 17 novembre 2018

Un sondage Elabe publié mercredi dernier par BFMTV révélait que 73% des Français les soutenaient, un chiffre qui monte même à 85% au sein des classes populaires. lefigaro.fr 25 novembre 2018

Tous des fachos ont décrété Macron et ceux qui se sont opposés à cette mobilisation ?

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas» - Libération.fr 24 novembre 2018

Au péage de la Gravelle, en Mayenne, où les voitures particulières et les poids lourds qui viennent de Paris passent gratuitement entre deux haies de gilets jaunes depuis samedi matin, les échanges vont bon train entre manifestants sur les impôts, les taxes, le pouvoir d'achat.

«On veut bien payer des impôts si c'est pour construire des hôpitaux», lance Christelle, 46 ans, artisanne. «Au lieu de cela, on voit les services publics qui se dégradent et la dette qui se creuse, mais où va l'argent ?»

Où va l'argent ? La question revient comme un leitmotiv. Pascal, un grand gaillard aux cheveux coiffés en brosse, agent communal dans un village voisin, veut bien lui aussi payer des taxes, mais «pas pour qu'on supprime des profs qui se retrouvent avec trente gamins dans une classe ou qu'on enlève des infirmières dans les hôpitaux».

«Quand un simple employé a des frais vous croyez qu'on ne lui demande pas de justificatifs ?», lance un «gilet jaune» qui met également en cause les régimes de retraite des élus nationaux.

«Au lieu de supprimer l'ISF, on ferait mieux de bien distribuer les richesses», renchérit Anna, 45 ans, cadre à la Poste. «Dans ce pays, il y en a, et le bon Président c'est celui qui saura faire ça. C'est une question de décence. Je connais une femme de 75 ans qui touche 400 euros de retraite et a dû prendre un emploi de serveuse dans la restauration. Cela c'est indécent.»

Annabelle, 30 ans, qui cumule des emplois de crêpière, de poissonnière et d'animatrice dans des centres commerciaux selon les besoins de ses «patrons», abonde. Cheveux blonds coupés court et anorak mauve remonté jusqu'au menton, elle met aussi en cause le pouvoir central.

«On nous a parlé de ruissellement, mais y en n'a pas. Il n'y a rien de redistribué. On nous a dit aussi qu'on allait aider les derniers de cordée à rejoindre les premiers de cordée, mais la corde elle est cassée. On a l'impression d'être revenu au temps de Louis XVI avec un président dans son palais d'argent.»

Un peu plus loin, chacun raconte ses conditions de vie ou un petit bout de son histoire. Comme Valérie, 49 ans, qui a travaillé «vingt ans dans le commerce puis dix ans comme aide-soignante», avant de retourner vers le commerce «écœurée par le manque de considération et de moyens» dans le milieu médical.

«Il n'y a plus rien d'humain», explique-t-elle. «On n'a même plus cinq minutes pour un échange, pour prendre une main. Il faut remettre de l'humain dans la société et arrêter avec tout ce qui brille.» 24 novembre 2018

À Paris, gilets jaunes et ivresse révolutionnaire - L'Express.fr 17.11

Venu exprès de l'Yonne, Alex, 40 ans est "venu voir Macron" pour qu'il lui explique "comment vivre avec 1500 euros". "Je veux être là où ça va durer", explique cet auto-entrepreneur, persuadé que le mouvement va s'étaler sur plusieurs jours. "Macron doit quitter le pouvoir", martèle Bruno, un Val-d'Oisien de 38 ans qui travaille dans la sûreté aéroportuaire. "Si l'on compte l'abstention et les suffrages non-exprimés, Emmanuel Macron est illégitime. On doit revoter et reconnaître le vote blanc", explique-t-il. L'Express.fr 17.11

À Montpellier, les gilets jaunes ont même réservé une haie d'honneur aux participants de la marche contre les violences sexistes et sexuelles. Réunis sur la place de la Comédie, ils ont acclamé le cortège à son passage comme vous pouvez le voir ci-dessous. Le HuffPost 24 novembre 2018

"On va voir". LFI soutient indéfectible de Macron et du régime. Numéro d'illusionniste et mystification.

Ruffin (LFI) : "Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles" - AFP 24 novembre 2018

"Il faut que Macron enlève les bouchons qu'il a dans les oreilles et qu'il entende le peuple", a déclaré samedi le député de La France Insoumise, François Ruffin, venu défilier aux côtés des "gilets jaunes" sur les Champs-Élysées avant que des violences n'éclatent.

"Moi je ne viens pas pour jeter des pavés sur les CRS mais Macron a dit qu'il fallait qu'on vienne le chercher. Les gens viennent en tous cas pour lui passer clairement un message: c'est qu'il faut qu'il change de politique", a affirmé sur LCI le député de la Somme.

"La démocratie c'est aussi que les dirigeants entendent ce que le peuple a à dire quand les dirigeants mènent une politique aussi injuste (...) qui favorise l'argent contre les gens", a-t-il estimé. AFP 24 novembre 2018

Autrement dit, si ceux qui nous gouvernent entendaient le peuple, nous serions en démocratie, parce que voyez-vous se serait possible, ce serait compatible avec la crise du capitalisme, avec les besoins du capitalisme ! Allez monsieur Ruffin, vive le capitalisme, vive la Ve République!

"Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi), s'il y a des formes de rétablissement d'une justice fiscale, on va voir. Si c'est des usines à gaz qui en vérité ne règlent rien, je pense que ça passera mal", a averti le député LFI Alexis Corbière. AFP 26 novembre 2018

C'est tout vu, vendu !

Et apparemment les travailleurs le savent...

Totalitarisme. Avec 10% des électeurs inscrits, il est "largement élu député"

Législative dans l'Essonne: Francis Chouat élu dans le fauteuil de Manuel Valls - LeFigaro.fr 26 novembre 2018

Dimanche soir, c'est le maire d'Évry, Francis Chouat, qui l'a emporté, et très largement, avec 59,1 % des voix. Cette élection est cependant marquée par une abstention colossale.

Le taux d'abstention, toujours aussi élevé, autour de 82%, montre que les Insoumis n'ont pas réussi à mobiliser, dans un contexte pourtant très défavorable au gouvernement.

Pour Farida Amrani et la France insoumise, l'échec est cuisant. Elle a appelé son adversaire pour le féliciter.

Dimanche soir, Manuel Valls a salué le résultat sur Twitter, se disant «heureux et fier». «C'est aussi la défaite du populisme et de la haine de Jean-Luc Mélenchon», a ajouté l'ancien premier ministre. "Ce soir mon ami Francis Chouat est largement élu député."

Richard Ferrand, le président de l'Assemblée nationale : Sincères et amicales félicitations à Francis Chouat élu brillamment dans l'Essonne à l'Assemblée nationale.

Toutes ces considérations sont à relativiser au regard du très faible taux de participation. Déjà bas en juin 2017, à peine 36,6 %, il est tombé à près de 18 % dans cette circonscription où l'on trouve de nombreux quartiers populaires, notamment à Evry et à Corbeil-Essonnes. Un triste record. LeFigaro.fr et Le Parisien.fr 26 novembre 2018

Un avant-goût du résultat de élections européennes de 2019 ?

Dans quelle société vivons-nous ? Quelques éléments de réflexion.

- Gilets jaunes: qu'entend-on par "France périphérique"? - Lexpress.fr 24/11/2018

De quoi le mouvement des gilets jaunes est-il le nom? "C'est une confirmation de la confrontation entre la France périphérique et la France des métropoles", tranche Christophe Guilluy dans un entretien au Figaro. Nous ne sommes pas en face d'un mouvement marginal et catégoriel." Pour le géographe, la sociologie du mouvement - "socle de la classe moyenne occidentale" - et sa

géographie - "territoires ruraux, petites villes et villes moyennes", témoignent d'une révolte de cette France des oubliés.

Le concept de France périphérique, en revanche, fait florès, se diffuse dans tout le débat social et politique, notamment autour des inégalités et trouve particulièrement de l'écho à droite. La notion est formellement théorisée par Christophe Guilluy dans un essai éponyme publié en 2014, sous-titré Comment on a sacrifié les classes populaires. L'ouvrage développe des thèses esquissées dans son précédent essai; Le géographe oppose une France des métropoles - où se créent les richesses et les emplois qualifiés grâce à la mondialisation - et une France frappée par la désertification des emplois: petites et moyennes villes et zones rurales. Cette dernière représente 60% de la population et près de 80% des classes populaires, estime Christophe Guilluy.

Ouvriers, employés ou petits commerçants composent cette fameuse France périphérique, éloignée de la concentration de richesse et sous-dotés en services publics: des perdants de la mondialisation, chassés des métropoles en raison de la pression immobilière, mais aussi des banlieues pour échapper au sentiment de minorité culturelle lié à l'immigration. Christophe Guilluy refuse toutefois d'ethniciser son analyse. "Dans les cités, l'insécurité culturelle' est loin de ne concerner que les "petits Blancs", ainsi que le veut la caricature. Si vous étudiez la géographie de la banlieue, vous constaterez, entre autres, qu'il y a eu un fort exode de Maghrébins en pleine ascension sociale: ils ne se sentaient plus "chez eux" avec l'arrivée de nouvelles populations immigrées", expliquait-il à L'Express en 2017.

La France serait donc coupée en deux. D'un côté, la France dynamique: on y retrouve une classe urbaine de cadres aisés et une population immigrée, qui vivent néanmoins séparés par des "frontières invisibles". "Les bobos ont tous les outils pour vivre la mixité", expliquait Christophe Guilluy en 2017 à L'Express, citant les arrangements avec la carte scolaire. "Le multi-culturalisme à 10000 euros par mois, ça n'est pas la même chose que le multiculturalisme à 1000 euros par mois".

De l'autre, une France en voie de déclassement et de relégation sociale comme culturelle, en "sécession" avec la France des métropoles. Le tout sans lien entre les deux. "Parallèlement, les milieux populaires sont, eux, dans un processus de marronnage, c'est-à-dire qu'ils n'attendent plus rien du monde d'en haut. En tout cas, la classe moyenne a explosé", estime Christophe Guilluy. Lexpress.fr 24/11/2018

Les Gilets jaunes, «un mouvement très révélateur de la cassure entre deux France» - leparisien.fr 23 novembre 2018

Pour le politologue Jérôme Fourquet, la fronde des Gilets jaunes révèle les multiples fractures - politiques, sociales, territoriales - du pays.

Directeur du département opinion de l'institut de sondages Ifop et chercheur associé à la Fondation Jean Jaurès, Jérôme Fourquet analyse les fractures de la société mises en lumière par le mouvement des Gilets jaunes.

On a l'impression d'une France fracturée. C'est un constat juste ?

Jérôme Fourquet. Oui. Ce mouvement est révélateur de multiples fractures qui se superposent. Fracture spatiale d'abord, avec d'un côté la France des zones rurales et de l'étalement urbain, fortement dépendante de l'automobile, donc extrêmement sensible au prix des carburants. De l'autre côté, la France des grandes villes, à commencer par Paris, où moins d'un foyer sur deux dispose d'une voiture. Samedi dernier il y avait un contraste criant entre les 2000 points de blocage, pour la plupart dans des petites villes ou des villages, et les effectifs squelettiques de la manifestation des Gilets jaunes place de la Concorde et sur les Champs-Élysées.

Et la deuxième fracture ?

C'est la fracture sociale. La France qui se mobilise ou qui soutient les Gilets jaunes, c'est la France des fins de mois difficiles, la France du salariat, ou de retraités, la France de la petite classe moyenne. Celle qui a le sentiment de ne plus arriver à boucler les fins de mois. Ou quand elle y arrive, c'est juste pour payer les dépenses contraintes mais sans plus pouvoir se permettre le moindre extra.

A qui s'oppose-t-elle ?

A une France beaucoup plus aisée. On l'a vu sur les réseaux sociaux, à travers les contre-pétitions venant d'un public plutôt parisien, diplômé : cadres, ingénieurs, professions intellectuelles. Ils reprochent aux bloqueurs de se préoccuper de mettre de l'essence dans leur réservoir alors qu'ils ne voient pas que la maison brûle. Les premiers ont les moyens d'avoir une vision à long terme, les autres ont le sentiment d'être aspirés vers le bas par la hausse des dépenses contraintes et des taxes, dont le prix à la pompe est l'emblème : beaucoup ne payent pas l'impôt sur le revenu, le prix de l'essence est le prélèvement le plus visible. Il y a un fossé béant entre les cadres d'un côté, les ouvriers et employés de l'autre.

La politique joue-t-elle un rôle dans le mouvement ?

Oui, la troisième fracture est politique. L'électorat qui soutient très fortement ce mouvement est celui de la protestation, ceux qui votent Rassemblement national (ex-FN), Dupont-Aignan et dans une certaine mesure pour les Insoumis. Mais on constate aussi un fort soutien parmi la population détachée de la politique, abstentionniste, revenue de tout. En face, on trouve un électorat macroniste, qui ne comprend pas voire critique ce mouvement.

Tous ces éléments se superposent-ils ?

Oui, assez bien. Prenons par exemple deux départements en Ile-de-France, les Yvelines et la Seine-et-Marne : la mobilisation est beaucoup plus forte dans le second, plus populaire, où le Rassemblement national a fait des scores très élevés. Tandis que les Yvelines sont plus macroniennes, plus fillonistes. C'est aussi un électorat dépendant de la bagnole, mais avec de plus grosses cylindrées et les moyens de faire le plein.

Pourquoi ces fractures explosent-elles aujourd'hui ?

Elles existent depuis longtemps - référendum de 2005, élections successives. Cela explose maintenant à cause du détonateur du carburant. Emmanuel Macron n'a pas créé ces fractures, il hérite du fardeau. Mais il a exacerbé ces clivages par son action politique et son comportement. Sur les ronds-points, on entend beaucoup de références à l'ISF, à la CSG des petits retraités. On critique aussi le président des riches, et ses formules sur Il n'y a qu'à traverser la rue pour trouver du boulot, modèle social coûte un pognon de dingue, et autres Gaulois réfractaires... Macron a avivé ainsi des plaies qui étaient déjà à vif. leparisien.fr 23 novembre 2018

- Les «Gilets-jaunes», le réveil des citoyens français par Jean-Yves Jézéquel - Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

Selon le site de France-police.org, le samedi 24 novembre 2018 à 19h25, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, annonçait 1619 lieux d'actions sur tout le territoire national. L'estimation du syndicat de la police était, à peu de chose près, au même niveau que celle du Ministère de l'Intérieur.

En revanche, le site contestait d'emblée et fortement le chiffre fantaisiste du ministre de l'Intérieur qui, à un individu près, annonçait sans complexe le nombre de 106.301 manifestants «Gilets-jaunes» sur toute la France. Le syndicat rappelait qu'il était absolument impossible de donner un chiffre exact de manifestants à une personne près! En faisant cette déclaration, le ministre Castaner se moquait ouvertement du monde!

A l'image du samedi 17 novembre, les points de blocage ont rassemblé en moyenne 250 gilets-jaunes. Pour assurer une rotation de dix à douze heures de manifestations, il était nécessaire que les points de blocages soient doublés et passent à une moyenne de 500 Gilets-jaunes, environ.

Le site de la police fait donc un calcul approximatif démontrant que 1619 points de manifestations multipliés par une moyenne de 500 Gilets-jaunes, donnaient environ 809.500 participants aux manifestations des Gilets-jaunes!

De plus, par le syndicat de la police, nous apprenions hier que le ministère de l'Intérieur avait fait pression sur les Parquets en leur donnant des « consignes de fermeté pour influencer leur appréciation des affaires en lien avec les Gilets-jaunes! » Le syndicat de la police se dit, par ailleurs, « scandalisé par une telle pratique, alors que les Procureurs n'ont pas à être aux ordres du ministre de l'Intérieur!»

Le site poursuit en déclarant que la police nationale attendait, à ce propos, une « réaction très forte du Syndicat de la Magistrature ». Quant au Syndicat de la police, il assure faire confiance aux Procureurs de la République qui sauront faire leur travail selon le « droit de notre pays et conformément à la jurisprudence en vigueur » et non pas selon une « justice d'exception exigée par un ministre de l'Intérieur à des fins politiciennes!»

Nous savons tous que ce mouvement citoyen est né d'initiatives spontanées et non pas à partir de consignes d'associations, de syndicats de travailleurs, de groupes politiques, ni même d'élus de la République...

C'est la conscience citoyenne qui s'est réveillée créant un mouvement citoyen de protestation et de revendication, exigeant pour l'essentiel aujourd'hui, la démission d'Emmanuel Macron jugé n'être pas à la hauteur de ses responsabilités...

Plus de 72% des Français, disait un expert en politique sur le plateau de RT France, ce jour-même, sympathisent avec ce mouvement de manifestation sur toute la France. Je rappelle que c'est à peu près la proportion de gens qui n'a pas voté pour installer Macron à l'Élysée : les voix exprimées pour Emmanuel Macron s'élevaient au nombre de: 20.630.677,00 (le chiffre du Ministère de l'Intérieur étant différent compte tenu des magouilles sur les inscrits) sur 47.644.602,00 de Français inscrits sur les listes électorales.

Au premier degré, les initiateurs du mouvement ont pensé que chacun avait un gilet jaune, ayant la vertu de rendre bien visible celui qui le porte, puisque la sécurité routière avait rendu obligatoire l'usage d'un gilet jaune fluo en cas de détresse sur la voie publique...

Mais, au second degré, il faut souligner que l'utilisation massive du gilet jaune allait donc vouloir signifier essentiellement aux politiques que le peuple disait massivement sa détresse et qu'il fallait le « voir », il fallait « l'entendre », il fallait venir à son secours en cessant de le maltraiter par une fiscalité injuste et démentielle...

Le gilet jaune était donc un premier signal, un avertissement, un signe de ralliement mais aussi un signal d'alarme. Si les «élites» arrogantes de l'oligarchie au pouvoir se sont emparées de l'État, c'est en se moquant de la volonté du peuple et sans le consentement de sa majorité... Ce Pouvoir est donc logiquement dans l'obligation d'entendre aujourd'hui ce signal d'alarme et cet

avertissement « bon enfant », car le Pouvoir ne peut pas impunément se moquer du peuple et abuser de sa patience...

Or, que voit-on et qu'entend-on ?

Un Castaner déclarait le mardi 20 novembre 2018, qu'il accusait les « Gilets-jaunes » de « complicité de terrorisme » et ainsi allait pouvoir agir désormais contre le mouvement social en fonction de cette déclaration!

Il ne serait pas impossible qu'un attentat soit donc organisé également par le Pouvoir, afin, comme d'habitude, de rappeler aux frondeurs et récalcitrants, qu'ils doivent se soumettre à la nouvelle forme de dictature inaugurée en France depuis la constitutionnalisation de « l'état d'urgence »! Les jours qui viennent nous le diront si ce mouvement citoyen perdure! (...)

Car, bien entendu, il est inutile de s'éterniser sur le radotage niais de la désinformation et comme d'habitude des images manipulatrices diffusées par les medias « officiels » sur les violences montrées comme si cet épisode des Champs Élysée était la seule chose survenue à l'occasion de cette journée de mobilisation protestataire du 24 novembre... Les BFMTV menteur par vocation, les LCI menteur par nécessité, les France Info menteur par facilité, les France Télévision menteur par soumission, les TF1 menteur par intérêt... n'avaient que des lamentations à diffuser en minimisant l'importance du mouvement et en le criminalisant sans vergogne, puisque désormais une nouvelle loi, celle du 20 novembre 2018, contre « la manipulation de l'information » les protégeait avantageusement leur donnant les coudées franches pour se moquer ouvertement du peuple en colère...

Bientôt, si Macron manque de lucidité et s'entête à dire que ce qui se passe en France n'est qu'une violence passagère, gratuite et opportuniste, organisée par les casseurs d'extrême droite à l'appel de Marine Le Pen, il faudra bien que quelqu'un dise à sa Majesté que ce n'est plus simplement « une révolte passagère qui est en cours, mais que c'est devenu une Révolution, faute d'avoir été entendue à ses prémices », et qu'à ce compte là, il risque bien de voir sa tête tomber avant d'avoir réalisé l'inconscience dans laquelle son idéologie ultra libérale l'a conduit!

Le peuple Français est patient, il peut attendre longtemps avant d'engager la fronde, mais lorsque la « mesure de trop » est devenue « le plus qu'assez », son âme révolutionnaire se réveille et là il n'est plus question de soumission ou de compromission. En France, la colère du peuple peut devenir cinglante et déterminée: en l'espace de quelques heures, le pays peut se mettre à ruisseler de larmes et de sang! L'état dans lequel, les Champs Élysée se sont retrouvés, en fin de journée du 24 novembre, n'a été qu'un petit avertissement sur ce que le pays tout entier pourrait en un instant devenir! Il semble que les leçons de l'histoire ne servent pas à grand chose; pourtant, elles auraient du avertir les nouveaux princes qui se sont arrangés pour s'emparer du pouvoir, mais il semble que non : il faut toujours recommencer à secouer le joug, car tout Pouvoir est en soi une perversion qui tend naturellement à l'abus.

« Un Pouvoir délégué sans un autre qui le surveille et le contrôle, tend naturellement à violer le principe de sa délégation, et à transformer cette délégation en souveraineté », disait Brissot en 1791. Un pouvoir délégué n'est donc pas un pouvoir mais l'exercice d'une autorité contrôlé par la volonté du peuple qui s'est exprimée dans la Constitution écrite par lui et non pas par des prédateurs au service des pilleurs de l'humanité...

Si le gilet jaune est en soi un signe d'avertissement et aussi un appel au secours, un désir d'attirer une attention bienveillante et respectueuse pour la vie de millions de concitoyens mise en danger et réclamant d'être protégée, il se pourrait bien qu'en ayant brutalisé, criminalisé et accusé de « complicité de terrorisme », ce cri d'appel des « Gilets-jaunes », le Pouvoir se soit transformé en

promoteur irresponsable d'un appel aux armes et d'une mutation intempestive des «Gilets-jaunes» en « Gilets pare-balles »! Mondialisation.ca, 25 novembre 2018

L'aristocratie syndicale élit son héritier.

- Force ouvrière. Avec Yves Veyrier, le retour des «réformistes» - Liberation.fr 23 novembre 2018

Le successeur de Pascal Pavageau à la tête de Force ouvrière a désormais un nom : Yves Veyrier. Le plus ancien membre de la direction, où il siège depuis 2004, a remporté jeudi 45,75 % des voix, contre 43,35 % pour Christian Grolier, patron de la fonction publique, et 10,9 % pour Patrice Clos, le numéro 1 de la fédération des transports.

Cette victoire d'une courte tête marque le retour du clan «réformiste», longtemps porté par Jean-Claude Mailly puis balayé par l'élection de Pascal Pavageau en avril. Elle se fait au détriment de Grolier, soutenu par le puissant courant trotskyste de FO, et enterre les ambitions du clan Pavageau, dont le candidat (Patrice Clos) arrive en dernière position. «Je ne suis pas le clone de Jean-Claude Mailly, ni celui de Pascal Pavageau», a affirmé le vainqueur, plus effacé et moins offensif à l'oral que ses deux prédécesseurs. Liberation.fr 23 novembre 2018

Quel "courant trotskyste de FO", celui du POI ou du POID ? Peu importe.

Ils osent tout.

- Mieux vaut être smicard aujourd'hui que millionnaire hier - LePoint.fr

Bienvenue chez les barbares.

Les Frères musulmans recrutent en direct, Libération en fait la promotion, normal.

- Avec AJ +, Al-Jezira séduira le genre oumma - Liberation.fr 16 novembre 2018

AJ + : «Que ce soit Xavier Niel ou le Qatar, je m'en fous...»

LGBT+, féminisme, minorités... La version française du média en ligne appartenant à la chaîne qatarie épouse toutes les causes «progressistes».

Lors d'une soirée organisée par AJ + à Paris, «Libération» a rencontré les amateurs du média. Une population jeune, souvent séduite par les sujets abordant les minorités.

Des jeunes, éduqués, informés et hyperconnectés : c'est le public que semble séduire AJ + en France, si l'on en croit la soirée organisée par la chaîne dans la capitale, fin octobre. Un «tweet-up» à l'occasion duquel l'audience française était invitée à rencontrer une dizaine de membres de la rédaction, pour la plupart venus spécialement de Doha.

L'événement a lieu dans une ancienne gare du nord de Paris reconvertie en bar bobo. Une quarantaine de curieux ont fait le déplacement. L'assemblée, composée aussi bien de hipsters en sneakers que de jeunes filles voilées, affiche une moyenne d'âge de 25 ans à peine. L'ambiance sonore est teintée d'orientalisme, le buffet sans alcool, et des télé à écran plat diffusent en boucle des vidéos de la chaîne.

La plupart des followers présents, souvent bilingues voire trilingues, suivaient déjà AJ + en anglais ou en arabe avant de découvrir la déclinaison française, lancée en décembre 2017. C'est le cas de Donia, 20 ans, étudiante en journalisme, qui a grandi avec Al-Jezira en fond sonore au domicile

familial. Son père est égyptien, sa mère algérienne, et sa tante présentatrice sur la chaîne qatarie. C'est donc naturellement qu'elle a commencé à suivre AJ +, qui «parle des sujets qui concernent les minorités», trop souvent délaissés ou traités comme subalternes par la presse traditionnelle. Si le média plaît à sa génération, estime la jeune femme, c'est aussi en raison de sa gratuité et de son ton pédago.

Un peu plus loin, Fateh, étudiant en sociologie politique de 25 ans, discute avec Oueys, 24 ans, qui prépare le barreau. Ce dernier vante l'attention portée par AJ + à la «condition des personnes défavorisées dans le monde. Les infos que je vais voir sur cette chaîne, je ne le vois pas ailleurs». Tous les participants voient dans AJ + un média engagé contre les injustices et les discriminations, davantage qu'un Brut ou un Konbini.

Nassim, étudiant en cinéma documentaire, est de cet avis : AJ + est «un des premiers médias français qui parle des questions liées à l'antiracisme». Il cite notamment une vidéo sur la Nuit des Noirs, festival de Dunkerque accusé de perpétuer la pratique du «blackface». Le Marseillais regrette cependant le manque de sujets traitant de l'actualité en région. Quant à la question de la plus ou moins grande dépendance à Doha, elle n'a pas l'air de chagriner le jeune homme, ni ceux que nous avons rencontrés ce soir-là : «Que ce soit Xavier Niel [fondateur de Free et coactionnaire du groupe Le Monde] ou le Qatar, je m'en fous... Certes, il y a du soft power, mais quel média échappe à ça ? Est-ce que ça décrédibilise le média pour autant ? Je ne crois pas.» Liberation.fr 16 novembre 2018

Le Monde, Xavier Niel ou l'émir du Qatar où est la différence, si ce sont eux qui le disent, on ne les contredira pas !

Vous avez raison de vous en foutre puisqu'il n'y a plus de différence entre Le Monde et Al-Jezira. Comment cela ?

Le Monde incarne l'idéologie anglo-saxonne et soutient les barbares qui ont adoptés l'idéologie des Frères musulmans. Al-Jezira adopte l'idéologie anglo-saxonne pour attirer des populations musulmanes vivant en occident en mettant en veilleuse son soutien aux barbares. Ils se partagent les rôles.

Le Qatar veut ainsi se démarquer (et emmerder) les Saoudiens et obtenir le soutien de la gauche et extrême gauche des pays occidentaux à défaut de celui de leurs peuples...

Ces barbares compatible "LGBT+, féminisme, minorités", quel bonheur, quel cadeau vous nous faites là, Allah ô Akbar! Alors que leurs disciples de Daesh en Syrie balançaient vivant du toit des immeubles des homosexuels qui allaient s'écraser sur la chaussée, quand ils ne leur coupaient pas les couilles ou ne les empalaient pas en public, à Libération ils ont déjà oublié !

C'est ce que je n'ai cessé d'expliquer, ils servent les mêmes intérêts, et ceux qui se laissent instrumentaliser en participant à leurs campagnes font le jeu de ces barbares et de la gouvernance mondiale.

- Campagne occidentale pour les Droits des islamistes chinois - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Les gouvernements occidentaux ont lancé, le 13 novembre 2018 au Conseil des Droits de l'homme des Nations unies, une campagne en soutien aux islamistes chinois dont certains sont internés préventivement dans des camps éducatifs.

Au début de l'opération de l'Otan visant à placer les Frères musulmans au pouvoir dans tous les États arabes, en 2010-11, la Chine populaire —comme certains pays occidentaux— a facilité le

départ de ses islamistes vers le Moyen-Orient. Elle pensait à tort se débarrasser ainsi d'eux. Lentement, elle s'est rendue compte que le remède était pire que le mal, les islamistes partis combattre en Libye et en Syrie servant de modèles à de nouvelles recrues sur leur propre sol. De nombreux attentats ont alors eu lieu non seulement dans les régions musulmanes, mais aussi dans d'autres.

Jusqu'ici les musulmans vivant au Xinjiang disposaient de nombreuses exemptions à la loi générale. Ils pouvaient par exemple avoir plusieurs enfants lorsque les autres Chinois n'étaient autorisés à n'en avoir qu'un.

Par le passé, la CIA soutenait le séparatisme ouïghour face aux Chinois hans comme elle soutenait le séparatisme tchéchène face aux Russes ethniques. Aujourd'hui, elle soutient les jihadistes, ce qui est tout à fait différent même si l'objectif reste d'affaiblir Beijing et Moscou.

Après le 19ème congrès du Parti communiste, en octobre 2017, la Chine, incapable de siniser l'islam, a commencé à considérer que le problème du jihadisme ne pouvait être dissocié de l'islam lui-même. Des partisans de l'islam politique ont été arrêtés et contraints à des stages de rééducation. Leur nombre est impossible à évaluer : il se situe selon les sources entre 10 000 et 1 000 000.

Le Parti communiste vient d'exiger que tous ses adhérents prêtent serment de ne pas pratiquer le régime halal. De facto, la pratique de certains rites musulmans est devenue hors la loi.

Une communauté chinoise de 18 000 personnes (parlant le turc), dont au moins 5 000 combattants stationne actuellement à Idleb (Syrie). Elle bénéficie du soutien des services secrets turcs (membres de l'Otan). La Syrie et la Russie ont accepté de ne pas l'attaquer pour le moment, craignant le rapatriement d'une partie d'entre eux. On signale également l'arrivée de nombreux jihadistes chinois en Malaisie, en Indonésie, en Thaïlande, mais aussi aux Philippines, alors que l'on y croyait le problème réglé. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Front commun Qatar, Hamas, Netanyahu, Jabotinsky et Grand Israël.

- Démission du ministre israélien de la Défense, Avigdor Lieberman - Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Le ministre israélien de la défense, Avigdor Lieberman, a démissionné de ses fonctions, le 14 novembre 2018, après la signature du cessez-le-feu avec le Hamas.

M. Lieberman est entré en confrontation avec le Premier ministre, Benjamin Netanyahu, lors de l'accord israélien autorisant le Qatar à approvisionner en fuel et à transférer des liquidités au Hamas. Il s'est également opposé au cessez-le-feu avec le Hamas.

Partisan de la séparation physique des juifs et des arabes, M. Lieberman considère comme une folie de donner un pouvoir illégitime au Qatar à Gaza et des moyens au Hamas. Selon lui, il ne fait aucun doute que si cette décision fait tomber la tension à court terme, elle permettra un regain des activités terroristes des Frères musulmans à long terme.

Contrairement à la présentation qui en est faite par la presse internationale, Avigdor Lieberman est intéressé à la paix, tandis que l'appareil militaire entend maintenir le statu quo et que Benjamin Netanyahu poursuit le projet de Grand Israël de Zeev Jabotinsky.

Le sioniste religieux Naftali Benett, beaucoup plus extrémiste que M. Lieberman, a posé un ultimatum au Premier ministre, menaçant de sortir de la Coalition gouvernementale et de la faire chuter s'il n'obtenait pas le ministère de la Défense.

Selon un sondage réalisé dans la journée, près des trois quart des Israéliens soutiennent l'analyse de M. Liberman. De nombreux Israéliens résidant à moins de 30 kilomètres de la Bande de Gaza —région cible de roquettes depuis la prise de pouvoir du Hamas à Gaza, en 2006— ont manifesté à l'annonce du cessez-le-feu, réclamant une politique de sécurité à long terme.

On ne dispose pas de sondage sur l'opinion des Gazaouis. Les dirigeants du Hamas, quant à eux, se sont félicités de la démission d'Avigdor Lieberman, saluant une victoire pour leur mouvement.

L'Autorité palestinienne n'a pas encore réagi. Réseau Voltaire 15 novembre 2018

Aux basques de la gauche, vous méritez de le savoir.

- Il n'y a pas eu de vague bleue démocrate, juste une vaguelette par George Galloway – RT 8 novembre 2018 – Le Saker Francophone.

Extrait.

Les Démocrates n'ont pas appris grand-chose de leur défaite face à Trump en 2016. Leur « politique identitaire » consistant à célébrer « le premier ceci, le premier cela » élu au parlement dans l'histoire des États-Unis ne consolera sans doute pas ceux dont la vie continue d'être gâchée par le capitalisme néolibéral prédateur de la classe dominante étasunienne.

Et comme je vis dans un pays dirigé par Theresa May, et Margaret Thatcher avant elle, je peux vous dire qu'élire des femmes n'est pas nécessairement une bonne affaire. Sur les 101 « bébés Blair » élues en 1997 comme femmes parlementaires travaillistes, plus de 90 ont voté en faveur de la guerre en Irak (sans parler de la réduction des prestations pour les mères célibataires, entre autres).

Idem pour les député-es travaillistes gays et lesbiennes qui ont refusé de soutenir Jeremy Corbyn quand il a voulu mettre fin aux ventes d'armes à l'Arabie saoudite, un État qui jette les homosexuels du haut des gratte-ciels.

Idem pour la minorité travailliste musulmane qui a voté pour la destruction de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye et d'autres pays musulmans au cours des quelque 20 dernières années au Parlement britannique.

Alors, ne me demandez pas d'applaudir à l'élection au Congrès de Donna Shalala, du comté de Miami-Dade en Floride, par exemple. Je vous parie que cette amie d'Hillary Clinton, ex-membre du cabinet de Bill Clinton, dont l'élection a été saluée comme une victoire des « femmes arabes », soutiendra bientôt le bombardement des « femmes arabes ».

Bien sûr, c'est une bonne chose quand des femmes qui ont du cœur gagnent – comme Alexandria Ocasio-Cortez à New York et Rashida Tlaib au Michigan – mais ce n'est pas parce qu'une femme est une ex-militaire lesbienne ceinture noire des arts martiaux (je n'invente rien) que ça veut dire que... Vous me comprenez...

Le fait est que, sous la direction des mêmes dirigeants incompétents et corrompus qui ont choisi Hillary Clinton comme candidate de 2016 (après avoir truqué le scrutin contre Bernie Sanders), les démocrates ont perdu deux années entières à poursuivre des chimères russes, à faire équipe avec les opposants de Trump et à s'accrocher aux doctrines économiques de l'époque Clinton, sans se rendre compte que des quantités énormes de personnes appartenant à des minorités ou pauvres étaient interdites de vote, bref, avec ces leaders le parti a surtout fait du sur place.

Ceux qui aiment parier sont en train de courir chez le bookmaker pour parier sur la réélection de Donald Trump en 2020. Il sera réélu, c'est certain.

On s'est rendu compte de l'ampleur de l'interdiction de vote qui touche les électeurs, lorsque l'État de Floride a voté, cette semaine, pour redonner leur droit de vote aux « criminels » (qui sont essentiellement des Noirs, évidemment, pas des escrocs en col blanc, ni des émigrés cubains aux dents en or). 40% des hommes noirs de Floride ont découvert à leur réveil, mercredi, que leur droit de vote avait été rétabli. Cela représente un million de nouveaux électeurs noirs pour les prochaines élections.

Ayant survécu à 8 heures de CNN le soir des élections, j'ai pu entendre beaucoup de fanfaronnades sur la nouvelle « stratégie de recrutement des candidats » démocrates. Pourtant, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que près de 100 candidats démocrates aux élections de mi-mandat étaient d'anciens militaires ou d'anciens membres de la CIA et autres services de sécurité. Rien ne témoigne mieux de l'incroyable dérive de l'ancien parti étasunien des ouvriers que ce constat.

Mes prédictions ?

Les démocrates vont perdre les deux prochaines années à examiner les relevés bancaires et les déclarations d'impôts de Donald Trump et à fouiner sur ses parcours de golf dans le monde entier, sans rien proposer de plus que la réforme du système de santé de la dernière décennie. Ils ne réduiront pas les frais de scolarité des étudiants, n'accorderont rien aux travailleurs en matière de rémunération ou de sécurité d'emploi, ne feront rien pour remédier aux clivages raciaux et à l'incarcération massive des jeunes hommes noirs aux États-Unis – comment pourraient-ils le faire ? C'est Bill Clinton qui a mis tout ça en place. (...) Ils ne proposeront aucune réforme démocratique significative pour remédier au système ridiculement dysfonctionnel car ils veulent en hériter (en Géorgie, par exemple, les machines à voter de certains quartiers pauvres, principalement noirs, n'avaient pas de fil électrique pour les connecter à la prise). Et surtout, ils vont continuer de militer, comme ils l'ont toujours fait, pour des changements de régime dans le monde entier.

Ils utiliseront tous les moyens, honnêtes ou malhonnêtes (probablement ces derniers) pour que Bernie Sanders ne soit PAS leur candidat à l'élection présidentielle. Et, ce qui serait vraiment un gros coup de chance pour Trump, ils truqueront les primaires pour qu'Hillary Clinton porte à nouveau leur bannière en loques. Mêmes démocrates, même parti. (...)

George Galloway a été membre du Parlement britannique pendant près de 30 ans. Il anime des émissions de TV et de radio (sur RT aussi). C'est un cinéaste, un écrivain et un orateur célèbre.

Totalitarisme. Quelques témoignages supplémentaires.

France. Nouvelles lois liberticides

- Le Parlement adopte les lois anti-fake news - Lexpress.fr 20/11/2018

C'était un texte voulu et défendu par Emmanuel Macron. Ce mardi à l'Assemblée, les députés ont adopté les deux propositions de loi controversées contre "la manipulation de l'information" en période électorale.

Ces textes s'appuient essentiellement sur une surveillance des réseaux sociaux et des médias étrangers, mis en cause par le président après son élection.

Comme le rappelle Le Figaro, si les Français y étaient favorables, l'adoption ne s'est pas faite sans peine.

D'ailleurs, lors du vote, droite et gauche ont voté contre ou se sont abstenues, dénonçant des lois "inutiles" et pointant "un risque" notamment pour la liberté d'expression. La définition de la "fausse information" retenue "est toujours ni claire, ni protectrice", a estimé Constance Le Grip (LR), "sceptique" sur l'efficacité des mesures. Elle craint aussi "des effets indésirables", comme "un risque d'autocensure", de "police de la pensée" et des "atteintes à la liberté de la presse".

La loi, permettra notamment à un candidat, aux partis, ou à des associations citoyennes de faire retirer des fausses nouvelles sur les réseaux sociaux en période d'élection. Les réseaux sociaux, justement, devront faire preuve de transparence durant ces périodes en indiquant qui a payé pour promouvoir certains messages sur les fils d'actualité des internautes.

Enfin, le CSA aura la possibilité de suspendre ou de retirer aux chaînes étrangères d'émettre sur le territoire français. La loi devrait être mise en place d'ici les élections européennes de mai 2019. Lexpress.fr 20/11/2018

La barbarie jusqu'au bout.

- Fin de vie : Vincent Lambert restera dans un état végétatif, selon les experts - France 24 22 novembre 2018

Selon les experts mandatés par la justice, Vincent Imbert, tétraplégique depuis un accident en 2008, se trouve dans un "état végétatif chronique irréversible". Son cas avait relancé les débats sur la fin de vie en France.

Nouvelle étape dans l'affaire Vincent Lambert. Selon un rapport d'experts nommés par la justice obtenu mercredi 21 novembre par l'AFP, "l'état végétatif chronique" de ce tétraplégique de 42 ans, patient depuis dix ans au CHU de Reims (Marne), est confirmé comme étant "irréversible".

Nommés par le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, ces experts étaient chargés de se prononcer sur l'état du patient depuis 2014, date de la dernière expertise officielle, avant l'éventuel déclenchement d'une procédure d'arrêt des soins, souhaitée par le centre hospitalier.

Cette expertise avait été demandée par les parents Lambert, catholiques proches des milieux intégristes, et une partie de sa fratrie, qui considèrent que Vincent est "handicapé" mais a fait "des progrès".

"Vincent Lambert est dans une situation d'impotence fonctionnelle totale du fait des lésions encéphaliques irréversibles dont il a été victime en 2008, soit une durée de suivi évolutif de dix années", ont conclu les trois experts dans leur rapport datant du 18 novembre.

Son état de santé se traduit par "la limitation extrême ou totale de ses capacités d'accès à la conscience, de communication, de motricité, d'expression de sa personnalité, l'altération irréversible de son image, lui portent atteinte à un point qui n'est pas acceptable par lui-même et par son épouse et tutrice" Rachel Lambert, ont-ils ajouté.

Rachel Lambert se bat pour faire respecter la volonté de son mari qui, selon elle, n'aurait pas voulu d'acharnement thérapeutique, même s'il n'a jamais couché cette volonté sur le papier. "Ce n'est pas une surprise qu'il n'aille pas mieux, le débat ne porte pas sur son état médical, il n'y a pas de doute là-dessus", a réagi mercredi soir auprès de l'AFP François Lambert, son neveu, également favorable à l'arrêt des soins.

Mais, sur certains points, les experts sont plus nuancés : ils avancent que la prise en charge du patient à travers ses "besoins fondamentaux primaires ne relève pas de l'acharnement

thérapeutique ou d'une obstination déraisonnable", élément-clé de la loi Claeys-Leonetti sur la fin de vie.

À leurs yeux aussi, la condition médicale de Vincent Lambert "n'appelle aucune mesure d'urgence" et "il existe en France des structures pouvant l'accueillir jusqu'à sa disparition si le maintien au CHU de Reims s'avérait impossible pour des raisons autres que relevant de la simple technique médicale".

"Nous rejoignons l'avis des experts quant à la nécessité de transférer enfin Vincent dans un établissement spécialisé" pour qu'il ait "accès aux meilleurs soins", a déclaré à l'AFP Me Jean Paillot, l'un des avocats des parents du patient en livrant sa propre analyse du rapport. Cette requête a toutefois déjà été rejetée par la justice.

Un accident de voiture, sur une petite route près de Châlons-en-Champagne, a laissé le 29 septembre 2008 cet infirmier psychiatrique de 32 ans, marié et père de famille, cérébrolésé et tétraplégique. France 24 22 novembre 2018

Suisse. Même pas besoin d'intégrer l'UE...

Le Conseil fédéral peut une nouvelle fois être satisfait. Les Suisses ont suivi une fois de plus en tous points ses recommandations pour ces votations du 25 novembre.

La primauté du droit suisse sur le droit international ne sera pas inscrite dans la constitution.

Des détectives privés pourront à nouveau traquer les fraudeurs à l'assurance sociale. Les Suisses ont accepté à 64,7% la base légale permettant l'observation secrète d'assurés soupçonnés de triche. Seuls Genève et le Jura ont refusé.

Avec environ 48%, la participation est honorable, mais pas exceptionnelle. lematin.ch 26.11

Le contexte de ces votations.

Droit international : les Suisses votent - euronews 23 novembre 2018

Les Suisses décident ce dimanche par référendum si leur Constitution doit oui ou non primer sur le droit international.

Cette "initiative d'autodétermination" est soulevée par l'UDC, le parti de droite classé populiste.

Simonetta Samaruga est une conseillère fédérale issue du Parti socialiste qui craint que cette initiative ne remette en cause les engagements internationaux de la Suisse.

Simonetta Samaruga, conseillère fédérale suisse : "L'initiative d'autodétermination est une initiative populaire à grande échelle. Chaque fois que nous sommes en conflit avec un accord international, l'initiative exige que la Suisse procède toujours de la même manière. La Suisse doit renégocier. La Suisse doit résilier le contrat si nécessaire."

Le texte proposé par l'UDC est intitulé "le droit suisse au lieu des juges étrangers".

L'Union démocratique du centre estime que plusieurs traités internationaux adoptés par la Suisse ont empêché l'application de certaines lois nationales.

Selon le texte, en cas de conflit, les obligations internationales doivent être "adaptées" et si besoin, dénoncées.

À l'inverse, ceux qui s'opposent à la primauté de la Constitution suisse sur les traités internationaux relèvent qu'une victoire du oui impliquerait que la Suisse revoit non seulement ses engagements en matière de droits humains et mais aussi plusieurs centaines d'accords économiques fondés sur le droit international. euronews 23 novembre 2018

- La Suisse veut pouvoir espionner ses assurés sociaux - LePoint.fr 24 novembre 2018

Les Suisses se prononcent dimanche sur une nouvelle loi accordant un droit de surveillance « secrète » aux assurances santé pour démasquer les fraudeurs.

La presse suisse parle du « mystère de la chambre à coucher ». Car jusqu'où les assurances sociales pourront-elles aller pour vérifier si une personne est réellement malade, ou suffisamment handicapée pour bénéficier d'une rente d'invalidité, appelée « rente AI » ? Les Suisses se prononcent ce dimanche 25 novembre sur la modification « de la loi fédérale sur la partie générale du droit des assurances sociales ». Une formule compliquée pour désigner une loi qui autorisera la surveillance des assurés. Le Conseil fédéral (gouvernement) et le Parlement appellent à voter « oui », justifiant que les assurances sociales doivent pouvoir « observer secrètement l'assuré pour établir de manière certaine s'il a droit à des prestations ».

L'actuel président de la Confédération, le socialiste Alain Berset, ministre de l'Intérieur et de la Santé, défend la nouvelle loi, considérant qu'il « est central de pouvoir lutter efficacement contre les gens qui abusent » du système d'assurances.

Selon les derniers sondages, l'espionnage des assurés devrait l'emporter facilement, avec plus de 60 % des suffrages. Le « oui » est soutenu par la droite, l'extrême droite et même les Verts libéraux. En revanche, la gauche (les socialistes et les Verts), minoritaire, s'oppose à cette loi qui donne, selon elle, un chèque en blanc aux assurances. Celles-ci seraient « autorisées à violer massivement la vie privée des assurés et échapperaient à tout contrôle. Les moyens techniques nécessaires pourront être utilisés quasiment sans restriction », assurent les partisans du « non ». LePoint.fr 24 novembre 2018

Grande-Bretagne. La menace : Scotland Yard !

- La police londonienne autorisée à foncer sur les voleurs de motos - euronews 24 novembre 2018

A Londres, les voleurs de motos sont désormais prévenus : lorsqu'ils sont poursuivis en flagrant délit, les policiers pourront foncer sur eux pour les capturer. Scotland Yard a diffusé vendredi des vidéos montrant des courses poursuites au cours desquelles les policiers n'ont pas hésité à percuter des motards en fuite.

La police londonienne explique que les voleurs jouissaient jusque-là d'une relative impunité : les patrouilles renonçaient souvent à poursuivre les malfaiteurs par crainte de provoquer des accidents.

Désormais les motards n'auront plus d'échappatoires : qu'ils portent ou non un casque de sécurité et quelle que soit leur vitesse ils pourront être pourchassés à leurs risques et périls. euronews 24 novembre 2018

Ces abrutis de journalistes semblent s'en réjouir, il ne leur serait même pas venu à l'idée qu'en adoptant cette mesure la police londonienne prend délibérément le risque de provoquer des accidents, de percuter ou tuer des piétons... en toute impunité, ils seront protégés par la loi, le droit

de tuer des citoyens innocents, comme aux Etats-Unis quand la police tire à vue sur des hommes ou des enfants désarmés ou qui ne présentent aucune menace, des Afro-américains de préférence.

Totalitarisme. Quand les médias relaient la propagande des ultra néoconservateurs.

huffingtonpost.fr - Donald Trump exige plus de "savoir-vivre" à la Maison Blanche, ses détracteurs s'étranglent.

huffingtonpost.fr - Jim Acosta a retrouvé son accréditation à la Maison Blanche et Trump n'a pas apprécié.

Huffingtonpost.fr - L'hôpital, la charité... La presse américaine a pu se réjouir d'avoir gagné une petite bataille face au Bureau Oval ce vendredi 16 novembre: un juge a ordonné à Donald Trump de redonner son accréditation à Jim Acosta, le journaliste de CNN banni de la Maison Blanche. Si le président a annoncé l'avoir fait de façon "temporaire", il a aussi exigé de la presse plus de respect... et de "savoir-vivre". Une dernière remarque qui a fait bondir les anti-Trump.

Twitt publié par huffingtonpost :

"Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche". Je vois Sarah Sanders courir dans les couloirs et répéter ça sans cesse alors que Trump tweete, fulmine de rage, dit des choses racistes, ment. Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche! Il doit y avoir un décorum à la Maison Blanche!"
huffingtonpost.fr 16.11

Les journalistes corrompus des médias-oligarques constituent une menace pour "la survie de la civilisation" (Orwell), ainsi que ceux qui les soutiennent.

Extrait. Dressant la liste des nouvelles désastreuses ou alarmantes qui s'affichent à la une de son « quotidien du matin, un jour ordinaire peu mouvementé de novembre 1946 », Orwell laisse échapper ce commentaire :

Lorsqu'on examine ce qui s'est passé depuis 1930, il n'est pas facile de croire à la survie de la civilisation.

Ce qui rend cette époque dangereuse pour la civilisation, ce ne sont pas seulement le massacre des hommes par dizaines de millions, l'écrasement des villes sous les bombes, et les armes surpuissantes qui s'accumulent à nouveau. La pire menace aux yeux d'Orwell, c'est que le monde cesse d'être à la mesure des gens ordinaires : il devient impossible à chacun de vivre dans un univers proche et familier qu'il soit à même de comprendre et sur lequel il ait prise. Quand la vie et la survie quotidiennes dépendent directement d'événements qui ont lieu à des milliers de kilomètres et de décisions opaques prises par des puissants inaccessibles, et quand, pour comprendre ces événements et ces décisions, on ne dispose la plupart du temps que des mensonges de la propagande et de grilles d'interprétation faussées par les idéologies, c'est le socle de toute existence véritablement humaine qui se dérobe. (...)

Comment rendre les gens conscients de ce qui se passe en dehors de leur propre petit cercle, voilà un des principaux problèmes de notre temps, et une nouvelle technique littéraire va devoir être inventée pour y parvenir. (...)

Cette honnêteté et ce courage sont peu répandus dans une profession pour laquelle Orwell n'a, globalement, pas beaucoup d'estime. L'honnêteté ?

Sauf en cas de plainte pour diffamation, le journaliste moyen s'étonne, s'offusque même, qu'on se soucie de l'exactitude des noms, des dates, des chiffres et autres détails du même genre. Tout journaliste de la presse quotidienne vous le dira : l'un des secrets les plus importants de son métier, c'est l'astuce qui consiste à faire croire qu'il y a de l'information quand il n'y en a pas.

Le courage ?

Bien qu'il n'y ait pas d'interdictions expresses ni d'instructions claires sur ce qui doit ou ne doit pas être publié, on ne passe jamais outre la ligne officielle. Les chiens de cirque sautent quand le dresseur fait claquer son fouet, mais le chien vraiment bien dressé est celui qui exécute son saut périlleux sans avoir besoin du fouet.

Comme en témoignent ces chroniques, le combat politique quotidien d'Orwell est aussi, et pour une large part, un combat au sein du journalisme.

Il ne partage pas, en effet, l'idéologie professionnelle intéressée qui voudrait que, dans le combat pour la démocratie et pour un monde plus civilisé, le journalisme soit par essence dans le bon camp. Il est même clair qu'à ses yeux la plus grande partie de ce qui se publie dans la presse oeuvre au côté des forces de destruction. Analysant un numéro du Daily Mirror (l'un des tout premiers tabloïds anglais) daté de 1936, il accuse ni plus ni moins ce journal d'avoir une part de responsabilité dans la situation dramatique où se trouve l'Angleterre neuf ans plus tard : « Si vous voulez savoir pourquoi votre maison a été bombardée, pourquoi votre fils est [soldat] en Italie, [...] et pourquoi vous aurez bientôt besoin d'un microscope pour voir votre ration de beurre, vous avez sous les yeux une partie de la réponse. » Pourquoi ? Parce qu'en fabriquant de toutes pièces un monde pacifié, frivole et illusoire – « un endroit tranquille, dominé par la royauté, le crime, les soins de beauté, le sport, la pornographie et les animaux » –, un monde où l'on croit sur parole les déclarations lénifiantes des dictateurs fascistes, ce journal a interdit à ses lecteurs de prendre conscience de leur situation réelle.

Si la presse joue ce rôle néfaste, c'est d'abord parce qu'elle est presque tout entière « aux mains d'une poignée de gros capitalistes qui ont intérêt au maintien du capitalisme et qui tentent donc d'empêcher les gens d'apprendre à penser ».

(Chroniques orwelliennes par Jean-Jacques Rosat - Peut-on être journaliste, militant, et un homme libre ? - Collège de France)

Troisième partie.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Inde

L'extrême droite dont fait partie le Premier ministre Modi passe à l'offensive.

- Inde : des extrémistes hindous réclament un temple sur le site d'une mosquée - AFP 25 novembre 2018

Plusieurs dizaines de milliers d'extrémistes hindous ont manifesté dimanche pour exiger l'édification d'un temple à Ayodhya (Uttar Pradesh, nord de l'Inde), où a été détruite en 1992 la

mosquée historique de Babri, un évènement qui avait déclenché des émeutes ayant fait plus de 2.000 morts.

Les organisateurs espéraient la venue de 300.000 manifestants à Ayodhya et dans deux autres villes indiennes. Tout au long de la journée, des manifestants hindous venus en train ou en autocar ont afflué sur les lieux des rassemblements, où ont été déployés des milliers de policiers.

Des manifestants arboraient d'immenses pancartes montrant des scènes de la destruction de la mosquée, tandis que des orateurs nationalistes hindous appelaient à l'adoption par le parlement d'une loi autorisant la construction d'un temple dédié à Rama sur le site d'Ayodhya.

En 1992, des fidèles hindous inspirés par des nationalistes d'extrême droite avaient démolé la mosquée édifée au XVI^e siècle par le premier empereur moghol. Cette destruction avait provoqué d'importantes émeutes, faisant plus de 2.000 morts, en majorité musulmans.

Dix ans plus tard, le meurtre de pèlerins hindous revenant en train d'Ayodhya avait suscité des représailles contre les musulmans dans le Gujarat (ouest), qui avaient fait plus de 700 morts selon le gouvernement.

Ayodhya, considéré comme le lieu de naissance de Rama, avatar du dieu Vishnou, selon la tradition hindouiste, est un lieu sacré pour les hindous, qui affirment que la mosquée a été construite il y a 460 ans sur un site où s'élevait autrefois un temple.

Le chef du gouvernement de l'Etat d'Uttar Pradesh, Yogi Adityanath, un nationaliste qui milite pour la construction d'un temple sur le site, a rendu public dimanche un projet d'érection à Ayodhya d'une statue en bronze de Rama de 221 mètres de haut, ce qui en ferait la plus haute du monde.

A quelques mois des élections générales, les mouvements extrémistes hindous souhaitent faire pression sur le Premier ministre Narendra Modi, dont le parti nationaliste hindou Bharatiya Janata Party (BJP) entretient des liens avec des groupes extrémistes organisateurs du rassemblement à Ayodhya, comme le Vishwa Hindu Parishad (VHP) et le Shiv Sena.

Le chef du VHP Champat Rai a déclaré devant la foule que ces mouvements exigeaient "la totalité de la zone" pour l'édification du temple et qu'ils n'accepteraient pas un partage du site avec les musulmans.

La construction d'un temple a été une promesse de campagne du BJP, notamment dans l'Uttar Pradesh où il détient la majorité absolue. AFP 25 novembre 2018

Un missionnaire américain de moins.

- Américain tué par une tribu autochtone: la police indienne refuse d'enquêter auprès de la tribu - BFMTV 24/11/2018

La police indienne redoute qu'un contact avec le monde moderne perturbe profondément et bouleverse le mode de vie de cette tribu autochtone. Le corps du jeune américain tué le 16 novembre pourrait ne jamais être récupéré.

Les autorités indiennes ont renoncé à envoyer la police enquêter sur l'île de North Sentinel, où un Américain a été tué la semaine dernière, afin de protéger la tribu autochtone et isolée qui y vit des conséquences d'un contact avec le monde moderne.

Les autorités indiennes se sont limitées à un renforcement vendredi de leur observation à distance, envoyant un bateau au large de l'île pour la seconde fois.

"Les précautions nécessaires ont été prises pour assurer que ce groupe tribal particulièrement vulnérable ne soit ni bouleversé ni perturbé pendant la manœuvre," a indiqué la police dans un communiqué.

La peur de maladies aussi bénignes qu'un rhume, qui pourrait décimer la tribu de chasseurs-cueilleurs, ou la découverte de la modernité qui pourrait anéantir sa façon de vivre, l'ont maintenue dans une bulle que John Chau, qui se voyait en missionnaire, voulait briser en apportant un message d'évangélisation.

Agé de 27 ans, il a été tué il y a une semaine par le peuple des Sentinelles qui l'ont transpercé de flèches quand il a voulu débarquer pour les convertir au christianisme.

Il avait été auparavant informé par les autorités que toute intrusion était illégale, il est interdit de s'approcher à moins de 3 miles (5 kilomètres) de l'île.

Le corps de John Chau pourrait ne jamais être récupéré, les spécialistes des droits tribaux estimant qu'aucune charge ne pourra être déposée contre les membres de la tribu, qui est probablement la dernière datant du pré-néolithique.

Selon Pankaj Sekhsaria, spécialiste des îles Andaman et Nicobar, il serait "futile" d'essayer de récupérer le corps de John Chau.

"Je ne pense pas que c'est une bonne idée de s'approcher davantage (des îles Sentinelles) car cela pourrait créer un conflit avec la communauté locale," a-t-il souligné auprès de l'AFP.

La police a indiqué qu'elle ne pouvait prévoir aucun calendrier pour une éventuelle récupération du corps.

Les autorités doivent désormais trouver un moyen de rendre le corps à la famille de John Chau tout en préservant l'isolement de la tribu qui est une garantie de sa survie.

Ces dernières décennies, les tentatives de contact du monde extérieur se sont heurtées à l'hostilité et à un rejet violent de la part de cette communauté estimée à 150 âmes.

D'une surface équivalant à la moitié de Paris, l'île de North Sentinel se situe à une cinquantaine de km à l'ouest de la ville de Port Blair, capitale du territoire indien des îles d'Andaman et Nicobar.

Selon l'ONG Survival International, les Sentinelles descendent des premières populations d'homo sapiens à être parties d'Afrique et vivent aux Andaman depuis 60.000 ans.

Pour d'autres anthropologues, il n'est pas prouvé que leur présence dans cette région soit aussi ancienne, même si elle est indubitablement plurimillénaire.

Les rares images des Sentinelles, prises depuis la mer, montrent des habitants à la peau noire. Ils ne portent pas de vêtements mais utilisent des feuilles ou des ficelles faites de fibres végétales pour des accessoires décoratifs tels que colliers ou bandeaux. BFMTV 24/11/2018

Russie-Ukraine

Provocation militaire ukrainienne contre la Russie. Avec ou sans l'aval de l'Otan ?

- **Escalade entre Kiev et Moscou, qui capture trois navires militaires ukrainiens en mer Noire**
- **AFP 26 novembre 2018**

L'Ukraine a fait un pas important vers la déclaration d'une loi martiale après la capture manu militari par la Russie de trois navires de la marine ukrainienne qui a fait des blessés dans le détroit de Kertch marquant l'accès à la mer d'Azov, qui a provoqué une escalade sans précédent dans cette zone sensible.

La tension est telle que le Conseil de sécurité de l'ONU tiendra lundi une réunion d'urgence, selon des diplomates, qui ont précisé qu'elle avait été réclamée par les deux pays. Moscou a demandé qu'elle ait lieu à 11H00 (16H00 GMT), a-t-on précisé à l'AFP de même source.

Dans la nuit de dimanche à lundi, le Conseil de sécurité et de défense ukrainien réuni d'urgence a proposé au président Petro Porochenko d'introduire la loi martiale "pour 60 jours", a annoncé le secrétaire de cette structure.

Cette décision doit être entérinée par le Parlement ukrainien, dont une session extraordinaire est prévue dans l'après-midi, mais un vote positif est loin d'être garanti.

Lors de la réunion du Conseil de sécurité, le président Porochenko a dénoncé un "acte fou de la Russie contre l'Ukraine", assurant que l'"attaque" était préméditée". "La loi martiale ne signifie par une déclaration de guerre" à la Russie, "elle sera introduite uniquement pour la défense", a-t-il assuré.

Les tensions entre l'Ukraine et la Russie autour de la mer d'Azov ont connu une brusque flambée dimanche lorsque Kiev a accusé la Russie d'avoir percuté un navire ukrainien et bloqué l'accès à cette petite mer, située entre la Crimée, annexée en 2014 par Moscou, et l'est de l'Ukraine, théâtre d'une guerre avec les séparatistes prorusses.

La situation s'est rapidement dégradée, l'Ukraine accusant dans la soirée les Russes d'avoir capturé ces navires après leur avoir tiré dessus dans cette zone stratégique.

Les bateaux - deux vedettes blindées, le Berdiansk et le Nikopol, et le remorqueur Iani Kapu - tentaient d'entrer depuis la mer Noire dans le détroit de Kertch, séparant la Crimée de la Russie et marquant l'accès à la mer d'Azov.

Sur un total de 23 militaires à bord, six ont été blessés dont deux grièvement, selon l'armée ukrainienne.

La Russie a confirmé l'arraisonnement et l'"usage d'armes", en accusant les navires ukrainiens "de mener des actions illégales dans les eaux territoriales russes" et faisant état de trois Ukrainiens blessés.

La porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova a dénoncé les "méthodes de bandits de grands chemins" de l'Ukraine, dans une déclaration transmise à l'AFP: "d'abord des provocations, puis de fortes pressions, puis des accusations d'agression".

La marine ukrainienne assure cependant avoir averti la Russie à l'avance de l'itinéraire de ses navires.

Selon elle, ses navires ont passé plusieurs heures devant le détroit de Kertch, alors qu'un navire pétrolier placé sous le pont de Crimée, qui enjambe le détroit de Kertch, bloquait l'accès au détroit.

Ce détroit, la seule voie maritime entre la mer Noire et la mer d'Azov, est un axe stratégique de première importance, pour la Russie comme pour l'Ukraine.

"Nous attendons de la Russie qu'elle restaure la liberté de passage dans le détroit de Kertch et nous appelons toutes les parties à agir avec le maximum de retenue afin d'aboutir à une désescalade immédiate de la situation", a exhorté l'Union européenne. L'Otan a aussi appelé "à la retenue et à la désescalade".

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères Pavlo Klimkin a appelé l'Occident à "former une coalition claire pour résister aux actes d'agression de la Russie".

"Sur les instructions du président Porochenko, nous faisons immédiatement appel au Conseil de sécurité des Nations unies", a renchéri Volodymyr Ielchenko, représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU.

La Russie revendique le contrôle des eaux au large de la Crimée depuis l'annexion de la péninsule. Kiev et les Occidentaux accusent Moscou d'"entraver" délibérément la navigation des navires commerciaux via le détroit de Kertch.

Les difficultés sont apparues avec la construction par Moscou du pont très controversé de 19 kilomètres de long dans le détroit de Kertch. L'installation de ses arches en 2017 empêche le passage d'une partie des navires. Cette année, les garde-frontières russes ont commencé à retenir des bateaux, officiellement pour des contrôles.

Kiev estime que Moscou pourrait aller jusqu'à préparer une offensive contre Marioupol, dernière grande ville sous contrôle de Kiev dans l'est du pays. AFP 26 novembre 2018

Arabie saoudite.

- Le prince héritier saoudien est derrière le meurtre de Khashoggi selon la CIA (Washington Post) - AFP 17 novembre 2018

La CIA a conclu que le prince héritier saoudien a commandité l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi à Istanbul le mois dernier, a rapporté vendredi le Washington Post, citant des sources anonymes au courant des investigations.

Cette information divulguée par le Washington Post, où collaborait régulièrement le journaliste critique de Ryad, contredit les récentes affirmations du royaume saoudien, qui a totalement dédouané Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS".

Selon le quotidien de Washington, Khalid ben Salmane a conseillé à M. Khashoggi de se rendre au consulat saoudien à Istanbul, lui assurant qu'il ne lui arriverait rien.

Le quotidien ajoute qu'il avait passé ce coup de fil à la demande de son frère, ajoutant qu'il n'était pas clair que Khalid ben Salmane soit au courant que M. Khashoggi serait ensuite assassiné.

Khalid ben Salmane a très rapidement réagi, sur Twitter, à ces accusations, en réfutant fermement les allégations du Washington Post.

"C'est une accusation grave qui ne devrait pas être laissée à des sources anonymes", a-t-il dénoncé, accompagnant son tweet d'un communiqué qu'il dit avoir transmis au journal.

"A aucun moment le prince Khalid n'a discuté de quoi que ce soit avec Jamal à propos d'un voyage en Turquie", est-il notamment écrit.

De son côté, le New York Times indique que des responsables américains ont averti que les agences de renseignement américaine et turque n'avaient pas de preuve évidente liant le puissant prince héritier à l'assassinat de M. Khashoggi.

Mais selon le journal new-yorkais, citant des responsables, la CIA estime que l'influence du prince est telle que l'assassinat n'aurait pu se produire sans son aval.

Sur un total de 21 suspects, il a inculpé à ce jour 11 personnes qui seront déférées devant la justice. Il a requis la peine capitale pour cinq d'entre elles.

Mais Mohammed ben Salmane, surnommé "MBS", n'avait aucune connaissance du dossier, avait affirmé lors d'une conférence de presse à Ryad le porte-parole du procureur général, Shaalan al-Shaalan.

Allié historique de Ryad, Washington s'est empressé jeudi d'annoncer des sanctions contre 17 responsables saoudiens pour leur "responsabilité ou leur complicité" dans le meurtre de Khashoggi. AFP 17 novembre 2018

- Selon Ankara, Trump a l'intention de "fermer les yeux" sur le meurtre de Khashoggi - AFP 23 novembre 2018

La Turquie a reproché vendredi au président américain Donald Trump de vouloir "fermer les yeux" sur le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en apportant un soutien sans faille au pouvoir saoudien au nom des intérêts économiques de Washington.

"D'une certaine façon, Trump dit "je fermerai les yeux quoi qu'il arrive"" sur le meurtre de Khashoggi, a déclaré le chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu, en référence à des déclarations de soutien à Ryad exprimées cette semaine par le président américain.

Le meurtre de Jamal Khashoggi le 2 octobre dans le consulat de son pays à Istanbul a provoqué une onde de choc mondiale et considérablement terni l'image de l'Arabie saoudite, notamment celle du prince héritier Mohammed ben Salmane, dit "MBS".

Selon des médias américains, la CIA n'a plus de doutes sur la responsabilité du prince héritier dans le meurtre de Khashoggi. Mais M. Trump a assuré mardi que l'agence américaine de renseignement extérieur n'avait "rien trouvé d'absolument certain".

"Il se pourrait très bien que le prince héritier ait eu connaissance de cet événement tragique - peut-être, peut-être pas!", a-t-il dit, insistant sur les liens profonds entre Ryad et Washington.

"Il n'y a pas que l'argent qui compte", a vivement réagi vendredi M. Cavusoglu en référence à l'argumentaire de M. Trump qui a évoqué notamment l'achat d'armes américaines ou encore la stabilité des prix du pétrole pour justifier son soutien continu à Ryad. AFP 23 novembre 2018

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Tunisie

- Tunisie : manifestations massives des fonctionnaires contre l'inflation - euronews 23 novembre 2018

Ce jeudi, des manifestations d'ampleur ont eu lieu dans toute la Tunisie, comme à Tunis où le rassemblement a eu lieu devant le Parlement. L'appel à la grève générale lancé par le syndicat UGTT a été très suivi. Ce dernier estime que 90% des 800 000 fonctionnaires que compte le pays ont participé au mouvement

Principale revendication : le pouvoir d'achat alors que la Tunisie connaît une forte inflation de 7,5% qui impacte fortement le budget des ménages. La chute du dinar et le chômage persistant au-delà de 15% pèsent aussi sur l'économie tunisienne.

A la tribune, Noureddine Taboubi , le secrétaire général de l'union générale tunisienne du travail revendique : "Le gouvernement nous parle aujourd'hui d'augmentation de salaires. Mais nous ne réclamons pas des augmentations de salaire. Ce que nous voulons c'est une véritable augmentation du pouvoir d'achat !"

Avec ce mouvement, le chef du gouvernement Youssef Chahed , aux affaires depuis deux ans, fait face à son premier vrai test. Lié par des prêts consentis par les bailleurs de fonds internationaux, le pays a peu de marges de manœuvres. La sortie de crise pourrait être déterminante dans les résultats des prochaines élections présidentielles et législatives prévues l'an prochain. euronews 23 novembre 2018

- Tunisie: L'UGTT appelle à une grève nationale le 17 janvier - Reuters 24 novembre 2018

La puissante centrale syndicale tunisienne UGTT (Union générale tunisienne du travail) a appelé samedi à une grève nationale dans le secteur public le 17 janvier, à l'appui de revendications salariales.

Jeudi, déjà, 650.000 fonctionnaires ont fait grève, le gouvernement ayant rejeté les revendications de hausse des salaires dans le secteur public.

L'UGTT compte un million d'adhérents environ.

Le Premier ministre, Youssef Chahed, a déclaré samedi matin, avant l'annonce de l'appel à la grève, que le gouvernement recherchait un accord salarial réaliste avec l'UGTT, qui prenne en compte l'état des finances publiques.

"Il y a un véritable problème de recul du pouvoir d'achat et d'inflation élevée, ainsi que d'un déclin des services publics(...)Ce seront nos priorités durant la période à venir", a dit le chef du gouvernement dans un discours devant le parlement.

Le gouvernement tunisien veut ramener la masse salariale du secteur public à 12,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, contre 15,5% aujourd'hui.

Le pays nord-africain, dont l'économie souffre depuis la chute du dictateur Zine Ben Ali en janvier 2011, s'est entendu en décembre 2016 avec le FMI sur un programme de renflouement à hauteur de 2,45 milliards d'euros mais les négociations en vue de sa mise en oeuvre progressent lentement. Reuters 24 novembre 2018

En bref...

- Amazon visé par des grèves en Europe - Liberation.fr

- Grève illimitée à Aerolineas Argentinas à quelques jours du G20 - Reuters